



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA LOZERE

Direction départementale des territoires de la Lozère

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES D'INONDATION

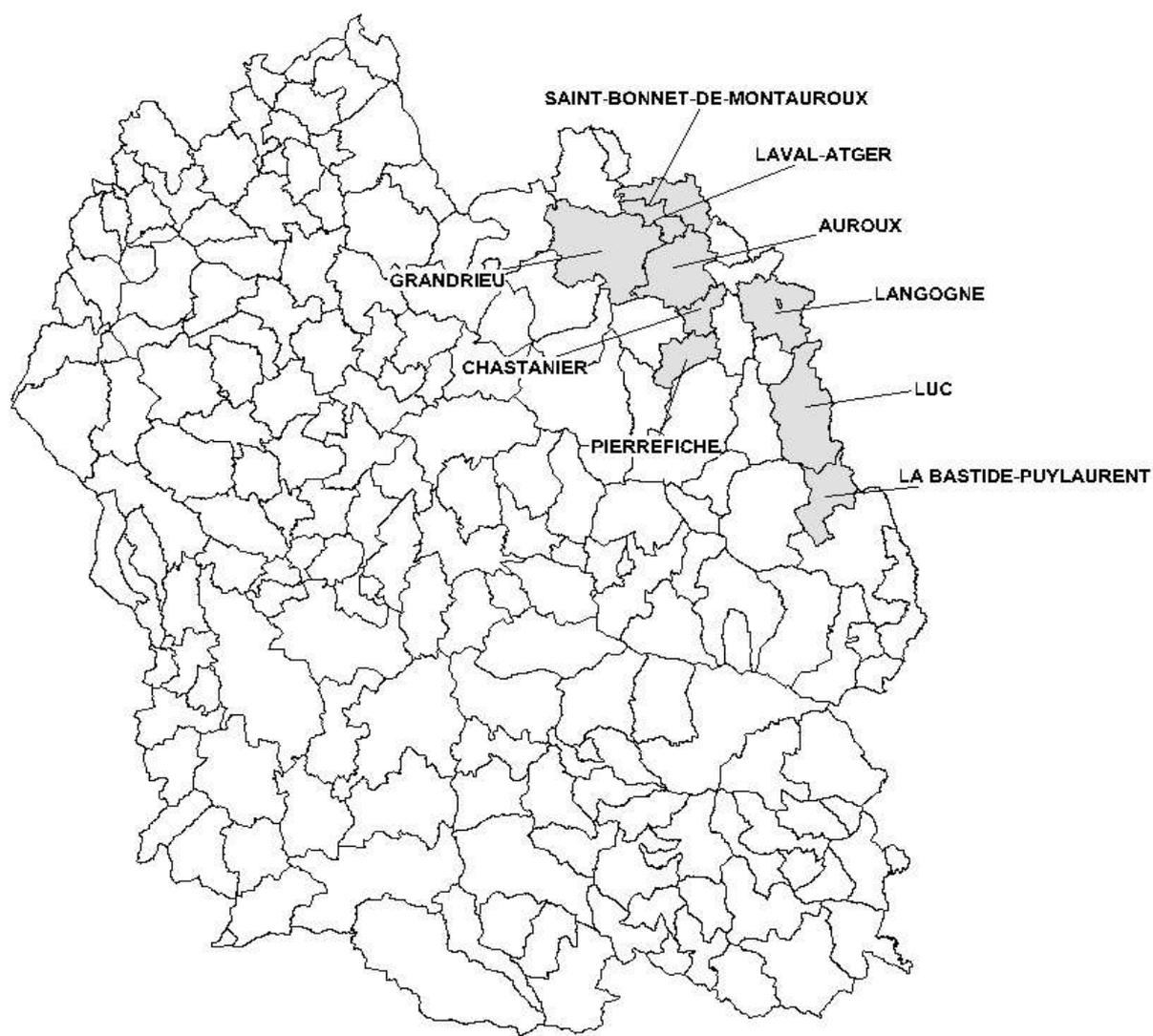
(PPRI)

DU BASSIN DE L'ALLIER

Annexé à l'arrêté préfectoral

n°

du



Février 2014

1 – RAPPORT DE
PRÉSENTATION

SOMMAIRE

LA PROCÉDURE.....	4
I- Prescription par arrêté préfectoral du périmètre mis à l'étude.....	5
II- Consultation des communes et du public.....	5
III- Approbation par arrêté préfectoral du PPR.....	7
IV- Effets du PPR.....	7
LA PRÉSENTATION GÉOGRAPHIQUE ET HYDROLOGIQUE.....	11
I- Présentation géographique.....	12
II- Origines météorologiques des crues dans le bassin versant de l'Allier.....	13
III- Les crues historiques dans le bassin versant de l'Allier.....	13
LE CADRE DE L'ÉTUDE.....	17
I- Détermination de l'aléa en milieu urbain.....	18
II- Détermination de l'aléa en milieu naturel.....	23
LE CONTENU DU PPR INONDATION.....	25
I- Les plans de zonage réglementaire.....	26
II- Le règlement.....	30
III- Préconisations d'aménagement et de travaux d'entretien afin d'améliorer la situation hydraulique.....	30
ANNEXES.....	36

PRÉAMBULE

L'établissement d'un Plan de prévention des risques d'inondation (PPRI), a été prescrit sur le territoire des communes de Auroux, La Bastide-Puylaurent, Chastanier, Grandrieu, Langogne, Laval-Atger, Luc, Pierrefiche et Saint-Bonnet-de-Montauroux, par arrêté préfectoral n°2010160-0002 du 9 juin 2010.

Institué par la loi n°95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, le Plan de prévention des risques (PPR) constitue désormais le seul document spécifique en matière de prise en compte des risques dans l'occupation des sols.

Le PPR a pour objet :

- la délimitation des zones exposées aux risques en tenant compte de la nature et de l'intensité du risque encouru ;
- la délimitation des zones qui ne sont pas directement exposées aux risques, mais où des constructions ou des aménagements pourraient aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux.

En tant que de besoin :

- la définition des mesures d'interdiction et les prescriptions applicables dans chacune des zones citées ci-dessus ;
- la définition des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde à prendre à l'intérieur des zones citées ci-dessus ;
- la définition des mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des aménagements et des espaces mis en culture ou plantés existants à l'intérieur des zones citées ci-dessus.

La procédure d'élaboration des PPR est explicitée par les articles R.562-1 à R.562-10-2 du code de l'environnement. Les PPR relèvent de la compétence de l'Etat et valent Servitude d'utilité publique dès leur approbation.

Des extraits du code de l'environnement concernant les dispositions relatives à la prévention des risques naturels sont joints en annexe.

A.

LA PROCÉDURE

La procédure d'élaboration et d'approbation du PPR comporte trois étapes :

I- PRESCRIPTION PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU PÉRIMÈTRE MIS À L'ÉTUDE

L'arrêté préfectoral n°2010160-0002 du 9 juin 2010 a prescrit un plan de prévention des risques d'inondation sur le territoire des communes de Auroux, La Bastide-Puylaurent, Chastanier, Grandrieu, Langogne, Laval-Atger, Luc, Pierrefiche et Saint-Bonnet-de-Montauroux.

Cet arrêté a délimité le périmètre du territoire mis à l'étude, identifié la nature des risques naturels à prendre en considération, désigné la Direction départementale des territoires (DDT) pour instruire le dossier et défini les modalités de la concertation et de l'association des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale concernés.

Il a également déclenché le lancement des études permettant la connaissance physique des phénomènes et leurs conséquences en termes de risques. Les conclusions de ces études conduisent ensuite à l'élaboration du projet de PPR. Les planches graphiques (voir les pièces n°2 du PPR) permettent de visualiser la zone d'étude et les risques associés.

II- CONSULTATION DES COMMUNES ET DU PUBLIC

Les modalités de la concertation et de l'association citées ci-dessus ont été mises en place pour l'élaboration du document.

Selon l'article L.562-3 du Code de l'Environnement, le projet de PPR est soumis à une enquête publique dans les formes prévues par les articles L.123-1 à L.123-19 du code de l'environnement. A cette occasion, les conseils municipaux formulent leur avis sur le document par le biais d'une délibération.

Étapes de la concertation du PPRI Allier

Le 4 février 2009

Réunion d'information pour l'ensemble des maires concernés : **présentation de l'Atlas des Zones Inondables (AZI)**, et annonce du futur PPR inondation, en présence du bureau d'études GINGER.

Le 9 juin 2010

Arrêté préfectoral de prescription du PPRI «Allier » n°2010160-0002.

Le 7 avril 2011

Réunion d'information pour l'ensemble des maires concernés. **Présentation de la gestion des risques, de l'AZI, de la doctrine PPR et des PPRI en Lozère.**

Le 8 avril 2011

Ouverture d'un registre d'observations pour le public disponible à l'unité Prévention des risques (PR) de la DDT 48.

Le 22 mars 2012

Réunion d'information groupée pour l'ensemble des maires concernés : notamment **présentation des études d'aléa**, en présence du bureau d'études AGERIN ; séance de questions/réponses.

Mars et avril 2012

Rencontres individuelles des maires sur leur commune avec envoi préalable d'un dossier communal de **présentation de l'aléa** (comprenant les cartes des enjeux, les cartes résultant des études hydrogéomorphologiques et d'aléa). Recueil des remarques et demande de compléments au bureau d'études AGERIN.

Octobre 2012

Rencontres individuelles des maires pour la **présentation des plans de zonage** et du règlement (avec envoi préalable d'un règlement et d'un extrait de plan). Recueil des remarques, modifications diverses suite aux remarques, réexamen et vérifications par le bureau d'études AGERIN.

28 janvier 2013

Réunion d'information groupée pour l'ensemble des maires concernés : notamment recueil des observations sur les projets de PPR, présentation des étapes de procédure à venir et préparation de l'exposition publique.

Du 11 au 15 février 2013 inclus

Exposition publique en mairie de Langogne, sur le thème de la prévention du risque naturel inondation, ainsi que sur la procédure administrative de réalisation et les études liées au PPRI.

Publicité sur la tenue de l'exposition dans les journaux par la préfecture.

Mise à disposition d'un registre d'observations pendant la durée de l'exposition.

Permanence pendant une demi-journée (15/02/2013 après-midi) de deux agents de l'unité Prévention des risques de la DDT pour répondre aux questions des visiteurs, avec visualisation des documents de travail réalisés à ce jour.

III- APPROBATION PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU PPR

Conformément aux dispositions prévues par les articles L.562-3, R.562-7 et R.562-8 du code de l'environnement, le projet de plan a été soumis par le préfet :

- à l'avis des collectivités et organismes mentionnés à l'article R562-7 ;
- à une enquête publique dans les formes prévues à l'article R562-8, qui s'est déroulée du lundi 16 septembre 2013 au vendredi 18 octobre 2013.

Au vu des résultats de l'enquête publique et du rapport du commissaire enquêteur, après examen de l'ensemble des observations émises par le public, les élus, les services ou acteurs concernés, et à l'issue d'une réunion plénière avec les élus le 30 janvier 2014 à Langogne, le présent PPRI a été approuvé par arrêté préfectoral.

Dès lors, après accomplissement des mesures de publicité et annexion au document d'urbanisme, le PPRI vaut Servitude d'utilité publique.

IV- EFFETS DU PPR

IV.1- INTERDICTIONS ET AUTORISATIONS SOUS RÉSERVE DE PRESCRIPTIONS

Qui est responsable ?

Une fois approuvé, le PPR est appliqué et contrôlé pour chacune des mesures par les personnes habituellement compétentes, selon les procédures de droit commun.

Les services chargés de l'urbanisme et de l'application du droit des sols, c'est-à-dire généralement les services de la DDT ou de collectivités locales, gèrent les mesures qui entrent dans le champ du code de l'urbanisme.

Les maîtres d'ouvrage qui s'engagent à respecter les règles de construction lors du dépôt de permis de construire et les professionnels chargés de réaliser les projets sont responsables des études ou dispositions qui relèvent du code de la construction et de l'habitation, en application de son article R.126-1. Néanmoins, il paraît nécessaire, lors de la délivrance d'une autorisation (de construire, de lotir...), que l'autorité compétente en la matière rappelle au maître d'ouvrage, par note distincte, l'existence des dispositions qu'il lui appartient de respecter et, le cas échéant, les moyens de les mettre en œuvre. Il s'agit de faire appliquer l'exercice des compétences de l'Etat et des maires au titre du droit à l'information des citoyens (article L.125-2 du code de l'environnement).

Les maîtres d'ouvrage des travaux, aménagements et exploitations de différentes natures sont responsables des prescriptions et interdictions afférentes.

Toute autorité administrative qui délivre une autorisation doit tenir compte des règles définies par le PPR. En conséquence, le service qui a réalisé le PPR s'attachera à identifier les procédures administratives pouvant être concernées et à diffuser le dossier approuvé auprès des autorités compétentes pour l'instruction de ces procédures.

Quelles sont les sanctions ?

L'introduction de sanctions pénales en cas de non-respect des interdictions et prescriptions du PPR est une nouveauté importante de la loi du 2 février 1995. Ces sanctions suivent les dispositions des articles L.480-4 du code de l'urbanisme et L.562-5 du code de l'environnement. Toutefois, le constat des infractions est ouvert à un plus grand nombre d'agents, dont les conditions de commissionnement et d'assermentation sont celles des articles L.216-3 à L.216-5 du code de l'environnement. De plus, la procédure à suivre devant le tribunal est légèrement différente.

IV.2- MESURES DE PRÉVENTION, DE PROTECTION, DE SAUVEGARDE ET MESURES SUR L'EXISTANT

Qui est responsable ?

La mise en œuvre des mesures définies ou rendues obligatoires par le PPR est de la responsabilité du maître d'ouvrage compétent ou es qualités, collectivité locale, particulier ou groupement de particuliers. Cependant, il est opportun que les services de l'Etat chargés de la réalisation du PPR appuient ces maîtres d'ouvrage par :

- des actions d'information, d'incitation, de facilitation, voire d'animation,
- une aide juridique, un soutien technique ou la recherche de financements.

Quelles sont les sanctions ?

A l'issue du délai prescrit, il appartient au préfet de veiller à la réalisation effective des mesures obligatoires. A défaut, il peut mettre en demeure le propriétaire, l'exploitant ou l'utilisateur de les exécuter. Si la mise en demeure reste sans effet, il peut ordonner leur réalisation aux frais du responsable.

L'exécution d'office est une sanction lourde, mais justifiée par la nature et l'intensité du risque qui ont conduit à rendre les mesures obligatoires. En conséquence, elle doit être menée à son terme.

Les conséquences en matière d'assurance

L'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles est régie par la loi n°82-600 du 13 juillet 1982 qui impose aux assureurs, pour tout contrat d'assurance « dommages aux biens ou aux véhicules », d'étendre leur garantie aux effets de catastrophes naturelles, qu'ils soient situés dans un secteur couvert par un PPR ou non.

Lorsqu'un PPR existe, le code des assurances précise même qu'il n'y a pas de dérogation possible à l'obligation de garantie pour les « biens et activités existant antérieurement à la publication de ce plan », si ce n'est pour ceux dont la mise en conformité avec des mesures rendues obligatoires par ce plan n'a pas été effectuée par le propriétaire, l'exploitant ou l'utilisateur.

Par ailleurs, les biens immobiliers construits et les activités exercées en violation des règles administratives du PPR en vigueur lors de leur mise en place peuvent également faire l'objet de dérogations.

Ces possibilités de dérogation sont encadrées par le code des assurances et ne peuvent intervenir qu'à la date normale de renouvellement du contrat, ou à la signature d'un nouveau contrat. En cas de différend avec l'assureur, l'assuré peut recourir à l'intervention du Bureau central de tarification (BCT) compétent en matière de catastrophes naturelles. En pratique, il n'y a pas de jurisprudence relative à ces dérogations. Les cas connus de résiliation de contrat d'assurance pour risques naturels correspondent à des biens ayant effectivement subi des catastrophes répétées.

Le présent Plan de prévention des risques d'inondation ne comprend pas à ce jour d'obligation d'intervention sur les biens existants, à l'exception de quelques règles de gestion applicables aux terrains de camping. Seules des recommandations sont édictées à ce sujet dans le présent rapport de présentation. Il ne remet pas en cause l'existence des bâtiments, installations et activités existants à sa date d'approbation mais vise, sur les zones exposées, à ne pas autoriser des aménagements qui contribueraient à augmenter la vulnérabilité des personnes et des biens.

B.

LA PRÉSENTATION GÉOGRAPHIQUE ET HYDROLOGIQUE

I- PRÉSENTATION GÉOGRAPHIQUE

La zone d'étude peut être divisée en deux sous-bassins principaux : le bassin versant de l'Allier amont situé à l'est qui regroupe les communes de La Bastide-Puylaurent, Luc et Langogne, et les bassins versants du Chapeauroux et du Grandrieu regroupant les communes de Grandrieu, Pierrefiche, Auroux, Chastanier, Laval-Atger et Saint-Bonnet-de-Montauroux.

Le relief est caractérisé par des montagnes de faible altitude (<1500m). La couverture du sol est majoritairement composée de forêts sur les versants et de pâtures en fond de vallée et sur les plateaux (Margeride). La zone d'étude est très peu urbanisée.

L'Allier s'écoule vers le nord depuis sa source située sur les pentes du Moure de la Gardille (1450 m) jusqu'à la limite départementale avec la Haute-Loire au lieu-dit « Nouveau Monde » sur la commune de Saint-Bonnet-de-Montauroux sur un linéaire de 60 km. Son bassin versant propre possède une superficie de 517 km² et une altitude moyenne de 1000 m. En aval de Langogne, l'Allier est alimenté par la retenue de Naussac qui permet de soutenir les étiages sur la partie aval de la rivière. Cette retenue a été mise en place en 1981.

Le Chapeauroux s'écoule en direction du nord-est depuis sa source située dans les monts de la Margeride au niveau du col du Cheval Mort à 1480 m d'altitude. Son bassin versant possède une superficie de 400 km² et une altitude moyenne de 1000 m. Dans sa partie amont, le Chapeauroux s'écoule sur le plateau de la Margeride avec un lit majeur assez large et de grandes zones d'expansion, puis à partir du pont de Chastanier, le relief devient plus accidenté et le lit de la rivière est formé de gorges très encombrées par la végétation. Il est important de préciser qu'une prise d'eau a été mise en place en 1981 sur le Chapeauroux pour alimenter la retenue de Naussac en amont de la commune d'Auroux. Le Chapeauroux conflue avec l'Allier au niveau du lieu-dit « Chapeauroux » sur la commune de Saint-Bonnet-de-Montauroux.



L'Allier à la confluence avec le Chapeauroux (commune de Saint-Bonnet-de-Montauroux, AGERINsarl

En ce qui concerne le contexte géologique, le bassin versant de l'Allier en Lozère est situé en bordure du plateau de la Margeride constitué d'un socle granitique.

II- ORIGINES MÉTÉOROLOGIQUES DES CRUES DANS LE BASSIN VERSANT DE L'ALLIER

Le régime hydrologique du bassin versant de l'Allier est de type pluvio-nival océanique soumis à la fois aux influences océaniques et parfois à des remontées de masses d'air chaud et humide méditerranéennes qui se refroidissent en prenant de l'altitude au contact de la bordure sud-est du massif central par effet d'orographie. Cela donne alors de violentes précipitations (épisodes cévenols).

Les débits sont élevés de novembre à mai grâce en partie à la fonte des neiges pour les mois d'avril et mai. Les crues de l'Allier peuvent être très fortes avec des débits de pointe observés allant jusqu'à 1200 m³/s (21/09/1980).

Les précipitations annuelles varient entre 900 et 1200 mm sur le bassin versant.

III- LES CRUES HISTORIQUES DANS LE BASSIN VERSANT DE L'ALLIER

Date	Cours d'eau	Commune	Remarques	Sources
Septembre 1866	Allier	Langogne	Fortes Inondations dans Langogne, 7 ou 8 maisons sont détruites dont 5 par le Langouyrou ainsi qu'une partie de l'hospice et le pont. On note une victime.	Le Moniteur de la Lozère. AD 48 1PER204
29 au 31/12/1888	Allier et Langouyrou	Langogne	Inondations dans Langogne	AD 48, classeur inondations
20-sept-1890	Langouyrou, Allier et Chapeauroux	Auroux, Langogne, La Bastide-Puylaurent	Le Langouyrou inonde la basse ville à Langogne et détruit des digues et un moulin. L'Allier atteint 591 m ³ /s à Langogne	BCEOM, ANTEA, 1994 Le Moniteur de la Lozère. AD 48 1PER204
11/1899	Allier	Luc, La Bastide-Puylaurent	Inondations, destruction d'une passerelle à La Bastide	AD 48 (7S29)
1900	Allier	Pranlac (Luc)	3.8 m d'eau dans le lit. Plusieurs maisons inondées	Thèse N. Jacob, 2003

Date	Cours d'eau	Commune	Remarques	Sources
22/10/1933	Grandrieu et Chapeauroux	Grandrieu	L'Allier atteint 499 m ³ /s à Langogne Dégâts importants (un pont et un moulin abîmés).	BCEOM, ANTEA, 1994
11/1951	Allier et Langouyrou	Langogne	Nombreux dégâts dans Langogne et évacuation de plusieurs maisons.	La Lozère Nouvelle du 18/11/1951
21/03/1956	Allier et Langouyrou	Langogne	Nombreux dégâts dans Langogne	BCEOM, ANTEA, 1994
08/11/1968	Allier et Langouyrou	Langogne	Nombreux dégâts dans Langogne par le Langouyrou	La Lozère Nouvelle du 8 novembre 1968
23/12/1973	Allier et Langouyrou	Langogne	Nombreux dégâts dans Langogne par le Langouyrou	BCEOM, ANTEA, 1994
29/09/1980	Allier et Langouyrou	Langogne, La Bastide-Puylaurent, Pranalac	Plus fortes crues de l'Allier connues à Langogne, l'Allier atteint 8 m et 1200 m ³ /s à Langogne. Il y a de nombreux dégâts sur toute la vallée.	CETE , 1983 AD 48, classeur inondation. La Lozère Nouvelle du 2/10/1980
08/11/1982	Allier et Langouyrou	Langogne	Nombreux dégâts dans Langogne, les bas quartiers furent inondés. L'Allier atteint 4 m à Pont d'Allier.	La Lozère Nouvelle du 11/11/1982
08/11/1982	Grandrieu, Rau de Merdaric	Grandrieu	Dégâts sur la commune.	Prim-net
05/07/1993	Grandrieu, Rau de Merdaric	Grandrieu	Dégâts sur la commune.	Prim-net
05/07/1993	Grandrieu	Laval-Ager	Dégâts sur la commune	Prim-net

Date	Cours d'eau	Commune	Remarques	Sources
03 au 05/11/94	Allier, Langouyrou, Chapeauroux et Clamouse	Langogne, Laval-Atger, Pierrefiche, La Bastide, Auroux	Très gros dégâts sur l'ensemble du bassin versant. 479 m ³ /s à Langogne. Nombreuses routes coupées, filature, lycée St Joseph, foyer Saint Nicolas ont eu des dégâts, des dizaines de maisons sinistrées à Langogne, RD906 et 151	Ginger, AZI Allier

			coupées à La Bastide et Chasseradès, RN 88 déstabilisée par l'érosion d'un remblai de grande hauteur, sur la même route, divers talus effondrés près de Châteauneuf-de-Randon. La RD 988 a subi des dommages sur les communes d'Auroux, Chastanier, Laval-Atger, Châteauneuf-de-Randon, Pierrefiche, Saint-Jean-La-Fouillouse. Chaussée de la RD 206 dégradée sur Chaudeyrac	
23/09/1994	Grandrieu, Rau de Merdaric	Grandrieu	Dégâts sur la commune	Prim-net
23/09/1994	Allier	Luc	Dégâts sur la commune	Prim-net
23/09/1994	Grandrieu	Laval-Ager	Dégâts sur la commune	Prim-net
23/09/1994	Chapeauroux	Pierrefiche	Dégâts sur la commune	Prim-net
24/09/1994	Allier	Langogne	Episode cévenol : l'Allier monte à 3,39 m (cote alerte : 2,5m)	Midi Libre 25/09/1994
01/11/1994	Grandrieu, Rau de Merdaric	Grandrieu	Dégâts sur la commune	Prim-net
04/11/1994	Allier, Langouyrou	Langogne	Dégâts sur la commune	Prim-net
Date	Cours d'eau	Commune	Remarques	Sources
04/11/1994	Grandrieu	Laval-Atger	Dégâts sur la commune	Prim-net
04/11/1994	Pierrefiche	Dégâts sur la commune	Pierrefiche	Prim-net
04/11/1994	Allier et Rieufrais	La Bastide Puylaurent	Dégâts sur la commune	Prim-net
04/11/1994	Allier	Luc	Dégâts sur la commune	Prim-net
17 et 18/05/1999	Allier, Langouyrou	Langogne	Suite à un fort orage, l'Allier sort de son lit, inonde le camping	AD 48, Classeur inondations,

			municipal de Langogne, Le Langouyrou en crue s'écoule sur le terrain de tennis du Rocher du Gaulois	Midi Libre 22/5/99
02/12/2003	Allier	Luc	Dégâts sur la commune	Prim-net
27/09/2000	Allier	Langogne	Débordements localisés	Lozère Nouvelle (06/09/2000)
02/12/2003	Chapeauroux	Pierrefiche	Dégâts sur la commune	Prim-net
24/10/2003	Allier et Langouyrou	Langogne	Inondation de la filature	Pays de Lozère (25/11/2003)
23/05/2005	Allier et Langouyrou	Langogne	461 m ³ /s à Langogne	Banque Hydro
01/11/2008	Allier et Rieufrais	La Bastide Puylaurent	Dégâts sur la commune	Prim-net
04/11/2008	Allier	Langogne	651 m ³ /s à Langogne Dégâts sur la commune	Banque Hydro Prim-net

L'historique des crues sur la zone d'étude est extrêmement dense et les informations sont très riches, en particulier pour le sous-bassin de l'Allier amont. En effet, le nombre de crues importantes de l'Allier sur le siècle dernier (1930, 1951, 1980, 1994, 2008), ainsi que le nombre de secteurs urbanisés vulnérables, permettent de retrouver des archives détaillées, facilitant ainsi l'enquête sur le terrain et la cartographie hydrogéomorphologique. Notons en particulier l'ampleur de la crue catastrophique de 1980, qui a permis de définir avec une grande précision les secteurs inondés.

Le bassin versant du Chapeauroux et du Grandrieu a également un historique chargé, mais moins significatif. Cela est principalement dû au nombre beaucoup moins important de bâtiments exposés au phénomène et non à la dynamique des cours d'eau.

C.

LE CADRE DE L'ÉTUDE

Afin de déterminer l'aléa « inondation » en termes de hauteur d'eau et de vitesse d'écoulement, et d'établir la cartographie des zones à risques sur les communes concernées par le PPRI, une étude hydraulique portant sur les conditions d'écoulement en situation de crue des différents cours d'eau cités précédemment, a été réalisée par le bureau d'études AGERIN en 2011 et 2012, sous le pilotage de la cellule Prévention des risques (PR) de la DDT de la Lozère.

Dans le cadre de cette étude, l'aléa est déterminé par la méthode dite intégrée. Cette méthode regroupe deux méthodes distinctes, qui s'appliquent respectivement en milieu « urbain » (secteur présentant des enjeux importants) ou en milieu naturel (secteur présentant des enjeux moindres).

I- DÉTERMINATION DE L'ALÉA EN MILIEU URBAIN

En milieu urbain, où les enjeux sont importants, la définition de l'aléa résulte d'une modélisation hydraulique qui permet de définir avec précision les hauteurs d'eau et les vitesses d'écoulement dans le lit mineur et dans les champs d'inondation.

I.1- PRINCIPES DE LA MODÉLISATION

Les différents tronçons ont été modélisés en régime permanent à l'aide du code de calcul HEC-RAS. Pour une crue donnée, le logiciel fournit au droit de chaque profil en travers (ou ouvrage), la cote de la ligne d'eau, la répartition des vitesses et des hauteurs d'eau sur le profil.

Les données d'entrée nécessaires à la modélisation sont :

- ▶ la topographie de la zone d'étude

Afin de définir les sections d'écoulement au droit de chaque tronçon modélisé, des levés topographiques ont été réalisés :

- levés des profils en travers des écoulements ; ils englobent le lit mineur et les deux champs majeurs,
- levés de la totalité des ouvrages présents sur les tronçons (pont, seuil,...).

- ▶ la rugosité dans le lit mineur, dans les champs majeurs, et au niveau des ouvrages

Ces coefficients de rugosité ont été estimés à partir des visites de terrain et par comparaison avec les abaques disponibles dans la littérature (notamment dans le guide établi par l'US Army Corps of Engineers, concepteur du code HEC-RAS).

- ▶ la condition limite aval, prise égale à la cote critique
- ▶ la condition limite amont, prise égale à la profondeur critique dans le cas d'un écoulement en régime torrentiel ou mixte

► les débits d'entrée

En l'absence de crues historiques importantes comportant des cotes de P.H.E., c'est la crue d'occurrence centennale qui a été retenue comme crue de référence. L'estimation des débits d'entrée et des secteurs à modéliser est développée dans le rapport hydrologique et les rapports de modélisation propres à chaque commune.

I.2- ESTIMATION DES DÉBITS DE CRUE CARACTÉRISTIQUES

Les débits caractéristiques décennaux et centennaux au droit des zones d'études ont été déterminés à l'aide d'ajustements statistiques sur les débits maximaux instantanés relevés sur les bassins versants jaugés et à l'aide de méthodes déterministes de transformation pluie/débit utilisant la pluviométrie et les données caractéristiques des bassins versants comme informations de départ. Les résultats obtenus par les différentes méthodes ont ensuite été analysés et comparés aux résultats obtenus lors d'études antérieures afin de déterminer pour chaque zone les débits caractéristiques.

► Bassin versant de l'Allier

Zone à modéliser	Cours d'eau	Surface du bassin versant (km ²)	Méthode déterministe		Analyse statistique		Etudes antérieures		Débit retenus		Débit spécifiques (l/s/km ²)	
			Q ₁₀	Q ₁₀₀	Q ₁₀	Q ₁₀₀	Q ₁₀	Q ₁₀₀	Q ₁₀	Q ₁₀₀	Q ₁₀	Q ₁₀₀
Langogne	Allier	256	470	1000	465	900	430	1075	460	1000	1 797	3 906
Langogne	Langouyrou	66	125	220	83	190	88	210	125	220	1 894	3 333
Langogne	Rau de la Ribeyre	12	30	60	/	/	25	72	30	60	2 500	5 000
La Bastide Puylaurent	Allier	27	80	160	75	135	74	175	80	160	2 963	5 926
Luc	Allier	75	210	420	170	380	/	/	210	420	2 800	5 600
Saint Bonnet de Montauroux	Allier	517	700	1300	500	1000	/	/	700	1300	1 354	2 515
La Bastide Puylaurent	Le Rieufrais	5	25	50	/	/	/	/	25	50	5 000	10 000

Débits donnés en m³/s

► Bassin versant du Chapeauroux

Zone à modéliser	Cours d'eau	Surface du bassin versant (km ²)	Méthode déterministe		Analyse statistique		Etudes antérieures		Débit retenus		Débit spécifiques (l/s/km ²)	
			Q ₁₀	Q ₁₀₀	Q ₁₀	Q ₁₀₀	Q ₁₀	Q ₁₀₀	Q ₁₀	Q ₁₀₀	Q ₁₀	Q ₁₀₀
Pierrefiche	Chapeauroux	136	130	259	56	100	/	/	130	259	956	1 904
Chastanier	Chapeauroux	148	115	220	60	105	/	/	115	220	777	1 486
Auroux	Chapeauroux	230	160	260	90	150	83.6	360	160	260	696	1 130
Laval-Atger	Chapeauroux	274	220	380	100	180	/	/	220	380	803	1 387
Saint Bonnet de Montauroux	Chapeauroux	398	280	550	150	280	144	/	280	550	704	1 382
Grandrieu	Grandrieu	61	50	85	/	/	/	/	50	85	820	1 393
Laval-Atger	Grandrieu	91	90	150	30	50	/	/	90	150	989	1 648
Grandrieu	Rau des Batailles	9	10	25	/	/	/	/	10	25	1 111	2 778

Débits donnés en m³/s

I.3- DESCRIPTION DES ZONES À MODÉLISER

Conformément aux préconisations du Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) fourni par la DDT de Lozère, les zones délimitées répondent aux critères suivants :

- zones urbanisées inondables ou en limite de zone inondable,
- zones envisagées à l'urbanisation inondables ou en limite de zone inondable,
- sections d'écoulement situées au droit d'enjeux particuliers, de zones d'incertitudes ou d'ouvrages caractéristiques.

► Auroux

Pour la commune d'Auroux, la modélisation des écoulements du Chapeauroux s'étend sur une zone située à l'aval de l'entrée du bourg jusqu'à l'ancien méandre aujourd'hui court-circuité sur un linéaire de 920 m.

► La Bastide-Puylaurent

En ce qui concerne la commune de La Bastide-Puylaurent, la zone retenue concerne l'Allier au niveau de la traversée du bourg. Des modèles hydrauliques ont déjà été réalisés sur la commune par le Laboratoire régional des ponts et chaussées (LRPC) de Clermont-Ferrand en 1997. La campagne de topographie réalisée en mai 2011 a permis de mettre à jour les profils en travers existants. Le linéaire de la zone concernée s'étend sur 1500 m.

► Chastanier

La zone retenue sur la commune de Chastanier concerne la traversée par le Chapeauroux du hameau « Les Moulins » dont de nombreuses constructions sont situées en limite de zone inondable. Cette zone représente un linéaire de 400 m.

► Grandrieu

Sur la commune de Grandrieu, la modélisation concerne la traversée du village par le ruisseau des Batailles sur un linéaire de 760 m et le Grandrieu sur un linéaire de 400 m. La modélisation ne prendra pas en compte la concomitance des crues sur les deux cours d'eau étant donné l'écart des temps de concentration de leurs bassins versants respectifs.

► Langogne

Il existe déjà plusieurs modèles hydrauliques sur la commune de Langogne. Des profils en travers ont été relevés par le CETE d'Aix-en-Provence en 1983 et par Ginger Environnement en 1996 et 2010. La campagne topographique a permis de contrôler la validité des données existantes. Le modèle réalisé par Ginger Environnement en 2010 a été réajusté à l'aide des nouvelles informations de laisses de crues relevées sur la commune.

► Laval-Atger

Au niveau de la commune de Laval-Atger, la zone modélisée concerne le Grandrieu à l'amont de sa confluence avec le Chapeauroux sur un linéaire de 740 m au niveau du lieu-dit "Le Prieuré".

► Luc

Sur la commune de Luc, le modèle s'étend sur la traversée du Hameau de Pranlac par l'Allier sur un linéaire de 520 m depuis l'entrée du hameau jusqu'au méandre situé à l'aval du bourg.

► Pierrefiche

Pour la commune de Pierrefiche, 2 zones sont modélisées : le Chapeauroux sur un linéaire de 460 m au niveau du pont du lieu-dit Aurouzet et dans la traversée du bourg de Pierrefiche sur un linéaire de 1370 m depuis le pont de la route des Salamonès jusqu'au camping.

► Saint-Bonnet-de-Montauroux

Sur la commune de Saint-Bonnet-de-Montauroux, seule la zone du lieu-dit Chapeauroux a fait l'objet d'une modélisation au niveau de la confluence entre l'Allier et le Chapeauroux. Les profils en travers existant sur cette zone (étude Robert ORENCO 1993) ont été réutilisés après contrôle topographique. La campagne de terrain de mai 2011 a permis de lever 6 nouveaux profils de la zone.

I.4- CARTOGRAPHIE DES ZONES D'ALÉA

A partir de la modélisation et des résultats obtenus, la cartographie des zones inondables pour les occurrences décennale et centennale a été réalisée : une visite de terrain approfondie a permis d'interpoler la limite de la zone inondable entre les profils en travers levés et modélisés.

Conformément au guide d'élaboration des Plans de prévention des risques d'inondation en Languedoc-Roussillon (Préfecture de la région LR, juin 2003), la zone soumise à l'aléa inondation pour l'occurrence de référence (dans ce cas l'occurrence centennale) a alors été divisée en deux zones d'aléas distinctes : une zone d'aléa modéré, et une zone d'aléa fort.

La détermination des zones d'aléa repose sur les critères suivants :

	Vitesse < 0,5m/s	Vitesse > 0,5m/s
Hauteur < 0,5m	Modéré	Fort
Hauteur > 0,5m	Fort	Fort

Le croisement de ces paramètres avec les résultats de la modélisation a permis de définir les cartes d'aléa pour les tronçons modélisés.

II- DÉTERMINATION DE L'ALÉA EN MILIEU NATUREL

En milieu naturel, où les enjeux sont plus limités, l'aléa est identifié par approche hydrogéomorphologique.

La méthode hydrogéomorphologique consiste à distinguer les formes du modelé fluvial et à identifier les traces laissées par le passage des crues inondantes.

Cette méthode permet de connaître et de délimiter le modelé fluvial, organisé par les dernières grandes crues et organisateur de la prochaine inondation. Elle permet une distinction satisfaisante, voire bonne à très bonne, entre :

- les zones inondées quasiment chaque année ;
- les zones inondées fréquemment (entre 5 et 15 ans) ;
- les zones d'inondation exceptionnelle.

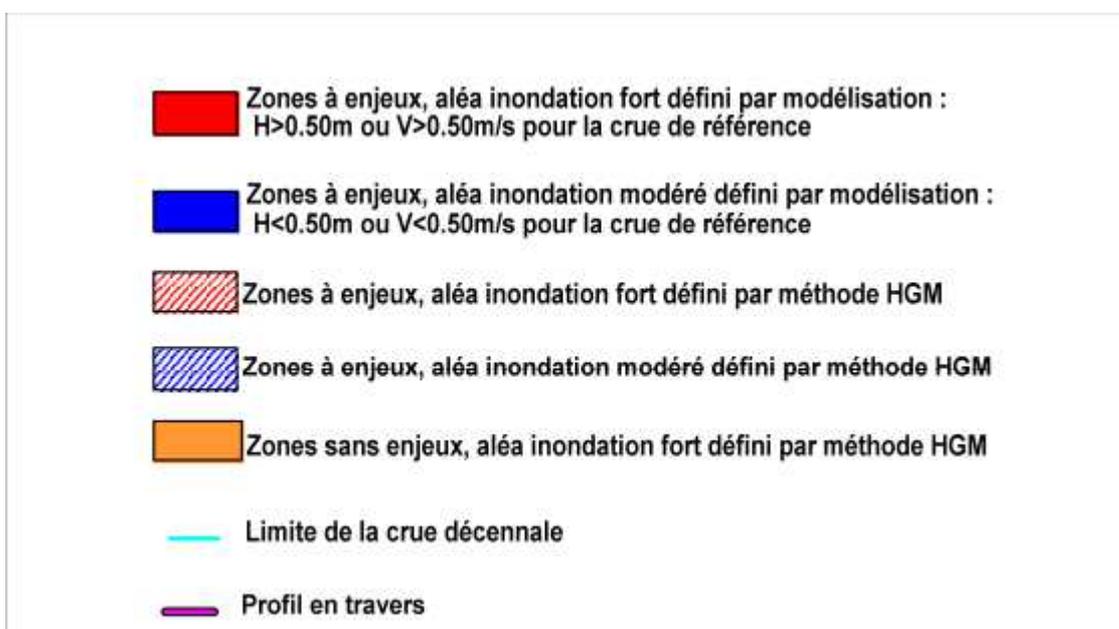
La crue géomorphologique correspond à une crue qui inonderait la totalité des unités

hydrogéomorphologiques du cours d'eau, à savoir le lit mineur, le lit moyen (crues courantes) et le lit majeur (crue exceptionnelle). Comme nous sommes en « milieu naturel », le classement de cette zone sur le plan réglementaire sera « zone d'expansion », il n'est donc pas utile a priori de différencier les niveaux d'aléa.

Une cartographie hydrogéomorphologique a été réalisée pour chaque commune.

La méthode hydrogéomorphologique de délimitation des zones d'aléa a été appliquée à l'ensemble des zones situées en « milieu naturel ». Néanmoins plusieurs secteurs à enjeux comportant des habitations, des activités artisanales identifiées dans les zones de « milieu naturel », ont fait l'objet de levés complémentaires permettant d'affiner l'estimation de l'aléa et d'estimer au mieux la hauteur d'eau sur les parcelles inondées. Il faut noter que la traduction en zonage réglementaire de la méthode hydrogéomorphologique amène à deux types de classements :

- une zone rouge, pour la majorité des lits considérés comme les champs d'expansion de crue ;
- une zone bleue hachurée, dans laquelle l'aléa est faible avec des enjeux importants.



Légende des cartes d'aléa

D.

LE CONTENU DU PPR INONDATION

Le contenu du Plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) correspond à la traduction des prescriptions réglementaires à travers :

- les plans de zonage réglementaire
- le règlement

I- LES PLANS DE ZONAGE RÉGLEMENTAIRE

Les plans de zonage réglementaire s'attachent à traduire les trois principes fondamentaux qui doivent guider l'élaboration d'un plan de prévention des risques, à savoir :

➤ Veiller à l'intérieur des zones inondables soumises aux aléas les plus forts, à ce que soit interdite toute construction nouvelle, et saisir toutes les opportunités pour réduire le nombre de constructions exposées ;

Dans les autres zones inondables où l'aléa est moins important, l'objectif concernant la sécurité des personnes conduit à réduire la vulnérabilité des constructions qui pourront être éventuellement autorisées en édictant des dispositions constructives spécifiques.

➤ Contrôler strictement l'urbanisation dans les zones d'expansion des crues, c'est-à-dire des secteurs non ou peu urbanisés et peu aménagés où la crue peut stocker un volume d'eau important ;

➤ Enfin, le troisième principe est d'éviter tout endiguement ou remblaiement qui ne serait pas justifié pour la protection des lieux déjà fortement urbanisés. En effet, ces aménagements sont susceptibles d'aggraver les risques en amont, en aval, ainsi qu'en rive opposée.

Pour le présent PPRI, la traduction de ces principes s'est faite sur la base des études réalisées par AGERIN et des cartes d'aléa qui en résultent.

Ainsi les plans de zonage réglementaire établis sur des fonds de plans cadastraux prévoient plusieurs zones.

I.1- LES DIFFÉRENTES ZONES RÉGLEMENTAIRES

I.1.1- ZONES DE RISQUE D'INONDATION FORT OU ZONE DE PROTECTION DU CHAMP D'EXPANSION DES CRUES : ZONE ROUGE

Légende cartographique :



Il s'agit de zones exposées à un risque très important, correspondant à des zones d'aléa fort.

Afin d'éviter les répétitions, les zones de risque fort en zone urbanisée ou en zone naturelle avec ou sans enjeux ont donc été regroupées en zone rouge, soumises au même règlement.

Remarque : rappelons que la définition du niveau d'aléa sur les zones urbanisées a été réalisée par modélisation mathématique des écoulements et sur les zones naturelles à partir de la méthode hydrogéomorphologique.

I.1.2- ZONES ROUGES CENTRE URBAIN : ROUGE HACHURÉ CORRESPONDANT AU CENTRE URBAIN ANCIEN DE LANGOGNE

Légende cartographique :



Ces zones ont pour but de permettre l'aménagement ou le changement de destination des secteurs exposés au risque d'inondation dans le centre urbain de Langogne et d'améliorer la sécurité des habitations existantes.

I.1.3- ZONES DE RISQUE D'INONDATION MODÉRÉ DÉTERMINÉ PAR MODÉLISATION : ZONE BLEUE

Légende cartographique :



Ce sont des zones où l'aléa est moins important mais qu'il convient de protéger en raison du rôle important qu'elles jouent sur l'écoulement des eaux en cas de crue, et des modifications sur l'impact des inondations que peut engendrer leur aménagement ou leur urbanisation.

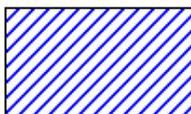
La construction sur ces zones sera soumise à plusieurs contraintes listées dans le règlement du PPR inondation.

Parmi ces contraintes, le bâtiment devra se trouver hors d'eau. La cote du plancher sera alors fixée au-dessus de la cote de référence, la cote de référence étant obtenue en majorant la cote de la ligne d'eau obtenue pour la crue de référence (centennale ou historique), par une revanche de sécurité de 0,20 m.

La cote de la ligne d'eau de la crue de référence figure sur les plans de zonage réglementaire, au droit de chaque profil en travers utilisé pour la modélisation des écoulements.

I.1.4- ZONES DE RISQUE D'INONDATION MODÉRÉ DÉTERMINÉ PAR HYDROGÉOMORPHOLOGIE : ZONE BLEUE HACHURÉE

Légende cartographique :



Ce sont des zones où l'aléa est moins important.

Le règlement sera identique à celui applicable aux zones bleues.

Toutefois, aucune modélisation des écoulements n'ayant été réalisée sur les zones bleues hachurées, nous ne disposons pas des cotes de ligne d'eau pour la crue de référence, permettant de définir les cotes de référence.

Ainsi la cote de référence de chaque parcelle située en zone bleue hachurée sera définie en ajoutant 0,50 m à la cote du terrain naturel.

I.1.5- ZONES BLANCHES

Autres secteurs de la commune situés hors de la zone inondable par l'aléa de référence (autres zones que les zones rouges, bleues ou bleues hachurées), dans lesquelles une codification des aménagements est nécessaire pour ne pas aggraver l'aléa dans les autres zones.

II- LE RÈGLEMENT

Le règlement prévoit donc un corps de mesures de prévention applicables à chaque zone identifiée sur les plans de zonage réglementaire.

Ce règlement est composé comme suit :

➤PRESCRIPTIONS COMMUNES À TOUTES LES ZONES INONDABLES

•Principes généraux

•Modalités d'aménagement pour les constructions autorisées et les espaces libres

➤DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

➤PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX SECTEURS URBANISÉS OÙ LE RISQUE EST TRÈS FORT ET AUX ZONES NATURELLES À PRÉSERVER (zones rouges)

➤PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX SECTEURS URBANISÉS OÙ LE RISQUE EST MOINS IMPORTANT (zones bleues et bleues hachurées)

III- PRÉCONISATIONS D'AMÉNAGEMENT ET DE TRAVAUX D'ENTRETIEN AFIN D'AMÉLIORER LA SITUATION HYDRAULIQUE

Dans le cadre de ce PPRI, nous avons recensé plusieurs éléments aggravant de plus en plus la dynamique et les conditions d'écoulement des crues dans le bassin de l'Allier. Ci-dessous, nous préconisons des aménagements et des travaux pour chaque commune, afin d'améliorer les conditions d'écoulement des crues.

III.1- AUROUX

- Il apparaît nécessaire de vérifier la mise à jour des procédures d'alerte et d'évacuation du camping en tenant compte de l'aléa défini par le PPR.
- Il est important d'éviter d'entreposer des éléments flottables, encombrants et polluants dans le lit majeur du cours d'eau, en particulier à l'amont de la commune.
- Un entretien et un suivi réguliers doivent être menés au niveau du pont de la route de l'Herm sur le Chapeauroux afin d'éviter tout engravement ou encombrement des arches par la végétation ou des matériaux divers.



Le pont d'Auroux

III.2- CHASTANIER

- Il apparaît nécessaire de vérifier la mise à jour des procédures d'alerte et d'évacuation du camping en tenant compte de l'aléa défini par le PPR.
- Les yourtes, les installations HLL et les mobil-homes ne doivent pas être installés sur la terrasse basse du camping.

III.3- GRANDRIEU

- Les yourtes, les installations HLL et les mobil-homes ne doivent pas être installés sur la terrasse basse du camping «Le Vieux Moulin».
- Le lit du ravin s'écoulant en rive droite du Grandrieu au droit du camping «Le Vieux Moulin» doit être entretenu au niveau du camping et à l'amont de la zone afin de faciliter les écoulements lors des épisodes pluvieux intenses et éviter les phénomènes torrentiels.



Camping «Le Vieux Moulin»

III.4- LA BASTIDE-PUYLAURENT

- Il apparaît nécessaire de nettoyer les zones de dépôt de matériaux divers et d'ordures situées en lit majeur :
 - en rive gauche de l'Allier sous l'hôtel de la gare à l'aval du pont de la RD 906 sur le remblai et au pied du remblai de l'hôtel de la gare (parcelles 49,50,51,193 et 206), ces remblais risquant d'être très fortement impactés en cas de crue,



Rive gauche de l'Allier à La Bastide-Puylaurent

- en rive gauche de l'Allier à l'amont de la zone artisanale sur les parcelles 47 et 46.



Parcelle 47

- Le mur de confortement endommagé situé sur la parcelle 47 doit être entretenu et son état doit être surveillé afin de prévenir une déstabilisation plus importante de la zone.
- Il apparaît nécessaire de vérifier la mise à jour des procédures d'alerte et d'évacuation du camping en tenant compte de l'aléa défini par le PPR.

III.5- LANGOGNE

III.5.1- SECTEUR DU CAMPING

- Il apparaît nécessaire de vérifier la mise à jour des procédures d'alerte et d'évacuation du camping «La Cigale de l'Allier» en tenant compte de l'aléa défini par le PPR (cotes maximales....).
- Les yourtes, les installations HLL et les mobile homes ne devraient pas être installés sur la terrasse basse du camping «La Cigale de l'Allier».
- Il apparaît nécessaire de prévoir des ouvrages de décharge ou des aménagements équivalents au niveau du pont sur l'Allier à l'amont du camping. Un tel aménagement permettrait de limiter l'impact de l'ouvrage sur la ligne d'eau de l'Allier dans la zone pour les crues moyennes et d'éviter une submersion ou une destruction de l'ouvrage et de ses remblais dans le cas des événements les plus importants.

III.5.2- SECTEUR DE LA ZONE INDUSTRIELLE

- Les nouvelles implantations ou constructions de bâtiments en rive gauche à l'aval du pont d'Allier doivent être évitées afin de ne pas augmenter les enjeux en zone inondable.
- Il pourrait être intéressant de mener une réflexion sur le déplacement de certaines constructions régulièrement impactées par les crues au niveau de la zone industrielle rive gauche.

III.5.3- SECTEUR DU LANGOUYROU

- Les berges du Langouyrou dans la traversée de Langogne doivent être entretenues afin d'éviter la création d'embâcles au niveau des ponts lors d'épisodes pluvieux importants.

La commune devra mettre en place une politique locale de prévention du risque inondation en s'appuyant notamment sur les résultats de l'étude GINGER de 2011 sur la "gestion du risque inondation lié aux crues de l'Allier et du Langouyrou à Langogne".

Compte tenu de l'importance des enjeux existants situés en zone inondable, le plan communal de sauvegarde de la commune devra être régulièrement testé (exercices) et mis à jour. Une attention particulière devra être portée à la gestion des établissements scolaires en bordure du Langouyrou qui devront faire l'objet de Plans particuliers de mise en sûreté (PPMS).

La mise en place de repères de crue présentent une bonne efficacité pour contribuer à développer la culture du risque inondation.

III.6- LAVAL-ATGER

- L'ouvrage hydraulique situé sous la route départementale 5 à l'amont du CAT « Le Prieuré » doit être régulièrement surveillé et entretenu afin d'éviter sons engrèvement et maintenir une

section d'écoulement suffisante en cas d'épisodes pluvieux importants.

- Il apparaît important d'éviter le stockage d'éléments flottables, encombrants ou polluants au niveau du lit majeur du cours d'eau et sur les berges remblayées.

III.7- LUC

- Le dimensionnement du busage du Rioux au niveau du village de Luc doit être contrôlé (ouvrage visiblement sous-dimensionné).
- Il peut être intéressant d'installer des plaques de repères de crue au niveau du hameau de Pranlac.



Ouvrage hydraulique à Luc

III.8- PIERREFICHE

- Il apparaît nécessaire de vérifier la mise à jour des procédures d'alerte et d'évacuation du camping en tenant compte de l'aléa défini par le PPR.
- Il est important d'éviter d'entreposer des éléments flottables (tas de bois), encombrants et polluants dans le lit majeur du cours d'eau, en particulier à l'amont de la commune.
- Les ouvrages de décharge du pont d'Aurouzet doivent être surveillés régulièrement afin d'éviter leur encombrement par des matériaux sédimentaires ou de la végétation.

III.9- SAINT-BONNET-DE-MONTAUX

- Il apparaît nécessaire de vérifier la mise à jour des procédures d'alerte et d'évacuation du camping en tenant compte de l'aléa (nouvelles cotes) défini par le PPR.
- Il peut être intéressant de mener une vérification de l'état des prises d'eau (anciens canaux, dérivation) du Chapeauroux entre le bourg et la confluence avec l'Allier afin d'éviter l'utilisation de ces ouvrages comme vecteurs de débordement.

E.

ANNEXES

➤ **Textes réglementaires : extraits du code de l'environnement et du code des assurances**

Code de l'environnement

Code de l'environnement

Partie législative

Livre V : Prévention des pollutions, des risques et des nuisances

Titre VI : Prévention des risques naturels

Chapitre Ier : Mesures de sauvegarde des populations menacées par certains risques naturels majeurs

Article L561-1

Modifié par [LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 222](#)

Sans préjudice des dispositions prévues au 5° de [l'article L. 2212-2](#) et à [l'article L. 2212-4](#) du code général des collectivités territoriales, lorsqu'un risque prévisible de mouvements de terrain, ou d'affaissements de terrain dus à une cavité souterraine ou à une marnière, d'avalanches, de crues torrentielles ou à montée rapide ou de submersion marine menace gravement des vies humaines, l'Etat peut déclarer d'utilité publique l'expropriation par lui-même, les communes ou leurs groupements, des biens exposés à ce risque, dans les conditions prévues par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et sous réserve que les moyens de sauvegarde et de protection des populations s'avèrent plus coûteux que les indemnités d'expropriation.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux cavités souterraines d'origine naturelle ou humaine résultant de l'exploitation passée ou en cours d'une mine.

La procédure prévue par les [articles L. 15-6 à L. 15-8](#) du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique est applicable lorsque l'extrême urgence rend nécessaire l'exécution immédiate de mesures de sauvegarde.

Toutefois, pour la détermination du montant des indemnités qui doit permettre le remplacement des biens expropriés, il n'est pas tenu compte de l'existence du risque. Les indemnités perçues en application du quatrième alinéa de [l'article L. 125-2](#) du code des assurances viennent en déduction des indemnités d'expropriation, lorsque les travaux de réparation liés au sinistre n'ont pas été réalisés et la valeur du bien a été estimée sans tenir compte des dommages subis.

Article L561-2

Sans préjudice des dispositions de [l'article L. 13-14](#) du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les acquisitions d'immeubles peuvent ne donner lieu à aucune indemnité ou qu'à une indemnité réduite si, en raison de l'époque à laquelle elles ont eu lieu, il apparaît qu'elles ont été faites dans le but d'obtenir une indemnité supérieure au prix d'achat.

Sont présumées faites dans ce but, sauf preuve contraire, les acquisitions postérieures à l'ouverture de l'enquête publique préalable à l'approbation d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles rendant inconstructible la zone concernée ou, en l'absence d'un tel plan, postérieures à l'ouverture de l'enquête publique préalable à l'expropriation.

Article L561-3

Modifié par [LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 222](#)

I. Le fonds de prévention des risques naturels majeurs est chargé de financer, dans la limite de ses ressources, les indemnités allouées en vertu des dispositions de [l'article L. 561-1](#) ainsi que les dépenses liées à la limitation de l'accès et à la démolition éventuelle des biens exposés afin d'en empêcher toute occupation future. En outre, il finance, dans les mêmes limites, les dépenses de prévention liées aux évacuations temporaires et au relogement des personnes exposées.

Il peut également, sur décision préalable de l'Etat et selon des modalités et conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, contribuer au financement des mesures de prévention intéressant des biens couverts par un contrat d'assurance mentionné au premier alinéa de l'article L. 125-1 du code des assurances. Les mesures de prévention susceptibles de faire l'objet de ce financement sont :

1° L'acquisition amiable par une commune, un groupement de communes ou l'Etat d'un bien exposé à un risque prévisible de mouvements de terrain ou d'affaissements de terrain dus à une cavité souterraine ou à une marnière, d'avalanches, de crues torrentielles ou à montée rapide, de submersion marine menaçant gravement des vies humaines ainsi que les mesures nécessaires pour en limiter l'accès et en empêcher toute occupation, sous réserve que le prix de l'acquisition amiable s'avère moins coûteux que les moyens de sauvegarde et de protection des populations ;

2° L'acquisition amiable, par une commune, un groupement de communes ou l'Etat, de biens à usage d'habitation ou de biens utilisés dans le cadre d'activités professionnelles relevant de personnes physiques ou morales employant

moins de vingt salariés et notamment d'entreprises industrielles, commerciales, agricoles ou artisanales et de leurs terrains d'assiette ainsi que les mesures nécessaires pour en limiter l'accès et en empêcher toute occupation, sous réserve que les terrains acquis soient rendus inconstructibles dans un délai de trois ans, lorsque ces biens ont été sinistrés à plus de la moitié de leur valeur et indemnisés en application de [l'article L. 125-2](#) du code des assurances ;

3° Les opérations de reconnaissance des cavités souterraines et des marnières, dont les dangers pour les constructions ou les vies humaines sont avérés, ainsi que le traitement ou le comblement des cavités souterraines et des marnières qui occasionnent des risques d'effondrement du sol menaçant gravement des vies humaines, dès lors que ce traitement est moins coûteux que l'expropriation prévue à l'article L. 561-1 ;

4° Les études et travaux de prévention définis et rendus obligatoires par un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé en application du 4° du II de l'article L. 562-1 sur des biens à usage d'habitation ou sur des biens utilisés dans le cadre d'activités professionnelles relevant de personnes physiques ou morales employant moins de vingt salariés et notamment d'entreprises industrielles, commerciales, agricoles ou artisanales ;

5° Les campagnes d'information, notamment celles menées en application du deuxième alinéa de l'article L. 125-2 du présent code, portant sur les garanties visées à [l'article L. 125-1](#) du code des assurances.

Le financement par le fonds des acquisitions amiables mentionnées au 1° et au 2° est subordonné à la condition que le prix fixé pour ces acquisitions n'excède pas le montant des indemnités calculées conformément au quatrième alinéa de l'article L. 561-1. Lorsqu'une collectivité publique autre que l'Etat a bénéficié d'un financement en application du 2° et que les terrains acquis n'ont pas été rendus inconstructibles dans le délai de trois ans, elle est tenue de rembourser le fonds.

Le financement par le fonds des opérations de reconnaissance et des études et travaux mentionnés au 3° et au 4° est réalisé déduction faite du montant des indemnités perçues, le cas échéant en application de l'article L. 125-2 du code des assurances pour la réalisation d'études ou de travaux de réparation susceptibles de contribuer à ces opérations de reconnaissance ou à ces études et travaux de prévention.

II. Ce fonds est alimenté par un prélèvement sur le produit des primes ou cotisations additionnelles relatives à la garantie contre le risque de catastrophes naturelles, prévues à l'article L. 125-2 du code des assurances. Il est versé par les entreprises d'assurances.

Le taux de ce prélèvement est fixé par l'autorité administrative dans la limite de 12 %. Le prélèvement est recouvré suivant les mêmes règles, sous les mêmes garanties et les mêmes sanctions que la taxe sur les conventions d'assurance prévue aux articles 991 et suivants du code général des impôts.

En outre, le fonds peut recevoir des avances de l'Etat.

La gestion comptable et financière du fonds est assurée par la caisse centrale de réassurance dans un compte distinct de ceux qui retracent les autres opérations pratiquées par cet établissement. Les frais exposés par la caisse centrale de réassurance pour cette gestion sont imputés sur le fonds.

Article L561-4

A compter de la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique préalable à l'expropriation réalisée en application de [l'article L. 561-1](#), aucun permis de construire ni aucune autorisation administrative susceptible d'augmenter la valeur des biens à exproprier ne peut être délivré jusqu'à la conclusion de la procédure d'expropriation dans un délai maximal de cinq ans, si l'avis du Conseil d'Etat n'est pas intervenu dans ce délai.

La personne morale de droit public au nom de laquelle un permis de construire ou une autorisation administrative a été délivré en méconnaissance des dispositions du premier alinéa ci-dessus, ou en contradiction avec les dispositions d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles rendues opposables, est tenue de rembourser au fonds mentionné à l'article L. 561-3 le coût de l'expropriation des biens ayant fait l'objet de ce permis ou de cette autorisation.

Article L561-5

Le Gouvernement présente au Parlement, en annexe à la loi de finances de l'année, un rapport sur la gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs.

Un décret en Conseil d'Etat précise les modalités d'application du présent chapitre.

Code de l'environnement

- Partie législative

1. Livre V : Prévention des pollutions, des risques et des nuisances

1. Titre VI : Prévention des risques naturels

Chapitre II : Plans de prévention des risques naturels prévisibles

Article L562-1

Modifié par [Loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 - art. 66 JORF 31 juillet 2003](#)

I. - L'Etat élabore et met en application des plans de prévention des risques naturels prévisibles tels que les inondations, les mouvements de terrain, les avalanches, les incendies de forêt, les séismes, les éruptions volcaniques, les tempêtes ou les cyclones.

II. - Ces plans ont pour objet, en tant que de besoin :

1° De délimiter les zones exposées aux risques, dites "zones de danger", en tenant compte de la nature et de l'intensité du risque encouru, d'y interdire tout type de construction, d'ouvrage, d'aménagement ou d'exploitation agricole, forestière, artisanale, commerciale ou industrielle ou, dans le cas où des constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles pourraient y être autorisés, prescrire les conditions dans lesquelles ils doivent être réalisés, utilisés ou exploités ;

2° De délimiter les zones, dites "zones de précaution", qui ne sont pas directement exposées aux risques mais où des constructions, des ouvrages, des aménagements ou des exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles pourraient aggraver des risques ou en provoquer de nouveaux et y prévoir des mesures d'interdiction ou des prescriptions telles que prévues au 1° ;

3° De définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises, dans les zones mentionnées au 1° et au 2°, par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers ;

4° De définir, dans les zones mentionnées au 1° et au 2°, les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants à la date de l'approbation du plan qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs.

III. - La réalisation des mesures prévues aux 3° et 4° du II peut être rendue obligatoire en fonction de la nature et de l'intensité du risque dans un délai de cinq ans, pouvant être réduit en cas d'urgence. A défaut de mise en conformité dans le délai prescrit, le préfet peut, après mise en demeure non suivie d'effet, ordonner la réalisation de ces mesures aux frais du propriétaire, de l'exploitant ou de l'utilisateur.

IV. - Les mesures de prévention prévues aux 3° et 4° du II, concernant les terrains boisés, lorsqu'elles imposent des règles de gestion et d'exploitation forestière ou la réalisation de travaux de prévention concernant les espaces boisés mis à la charge des propriétaires et exploitants forestiers, publics ou privés, sont prises conformément aux dispositions du titre II du livre III et du livre IV du code forestier.

V. - Les travaux de prévention imposés en application du 4° du II à des biens construits ou aménagés conformément aux dispositions du code de l'urbanisme avant l'approbation du plan et mis à la charge des propriétaires, exploitants ou utilisateurs ne peuvent porter que sur des aménagements limités.

Article L562-2

Lorsqu'un projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles contient certaines des dispositions mentionnées au 1° et au 2° du II de l'article L. 562-1 et que l'urgence le justifie, le préfet peut, après consultation des maires concernés, les rendre immédiatement opposables à toute personne publique ou privée par une décision rendue publique.

Ces dispositions cessent d'être opposables si elles ne sont pas reprises dans le plan approuvé ou si le plan n'est pas approuvé dans un délai de trois ans.

Article L562-3

Modifié par [Loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 - art. 38 JORF 31 juillet 2003](#)

Modifié par [Loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 - art. 39 JORF 31 juillet 2003](#)

Modifié par [Loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 - art. 62 JORF 31 juillet 2003](#)

Le préfet définit les modalités de la concertation relative à l'élaboration du projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles.

Sont associés à l'élaboration de ce projet les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale concernés.

Après enquête publique menée dans les conditions prévues aux articles L. 123-1 et suivants et après avis des conseils

municipaux des communes sur le territoire desquelles il doit s'appliquer, le plan de prévention des risques naturels prévisibles est approuvé par arrêté préfectoral. Au cours de cette enquête, sont entendus, après avis de leur conseil municipal, les maires des communes sur le territoire desquelles le plan doit s'appliquer.

Article L562-4

Le plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé vaut servitude d'utilité publique. Il est annexé au plan d'occupation des sols, conformément à [l'article L. 126-1](#) du code de l'urbanisme.

Le plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé fait l'objet d'un affichage en mairie et d'une publicité par voie de presse locale en vue d'informer les populations concernées.

Article L562-5

Modifié par [Ordonnance n°2005-1527 du 8 décembre 2005 - art. 34 JORF 9 décembre 2005 en vigueur le 1er octobre 2007](#)

I.-Le fait de construire ou d'aménager un terrain dans une zone interdite par un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé ou de ne pas respecter les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation prescrites par ce plan est puni des peines prévues à [l'article L. 480-4](#) du code de l'urbanisme.

II.-Les dispositions des [articles L. 460-1](#), [L. 480-1](#), [L. 480-2](#), [L. 480-3](#), [L. 480-5](#) à [L. 480-9](#), [L. 480-12](#) et [L. 480-14](#) du code de l'urbanisme sont également applicables aux infractions visées au I du présent article, sous la seule réserve des conditions suivantes :

1° Les infractions sont constatées, en outre, par les fonctionnaires et agents commissionnés à cet effet par l'autorité administrative compétente et assermentés ;

2° Pour l'application de l'article L. 480-5 du code de l'urbanisme, le tribunal statue au vu des observations écrites ou après audition du maire ou du fonctionnaire compétent, même en l'absence d'avis de ces derniers, soit sur la mise en conformité des lieux ou des ouvrages avec les dispositions du plan, soit sur leur rétablissement dans l'état antérieur ;

3° Le droit de visite prévu à [l'article L. 461-1](#) du code de l'urbanisme est ouvert aux représentants de l'autorité administrative compétente.

4° Le tribunal de grande instance peut également être saisi en application de l'article L. 480-14 du code de l'urbanisme par le préfet.

NOTA:

L'article 41 de l'ordonnance n° 2005-1527 énonce : " La présente ordonnance entrera en vigueur à des dates fixées par décret en Conseil d'Etat et au plus tard le 1er juillet 2007. "

Le décret n° 2007-18 du 5 janvier 2007, en son article 26 fixe cette date au 1er juillet 2007, sous les réserves énoncées dans ce même article 26.

En dernier lieu, l'article 72 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 reporte la date limite d'entrée en vigueur de l'ordonnance au 1er octobre 2007.

Article L562-6

Les plans d'exposition aux risques naturels prévisibles approuvés en application du I de [l'article 5 de la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982](#) relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles valent plan de prévention des risques naturels prévisibles. Il en est de même des plans de surfaces submersibles établis en application des [articles 48 à 54](#) du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure, des périmètres de risques institués en application de [l'article R. 111-3](#) du code de l'urbanisme, ainsi que des plans de zones sensibles aux incendies de forêt établis en application de [l'article 21 de la loi n° 91-5 du 3 janvier 1991](#) modifiant diverses dispositions intéressant l'agriculture et la forêt. Leur modification ou leur révision est soumise aux dispositions du présent chapitre.

Les plans ou périmètres visés à l'alinéa précédent en cours d'élaboration au 2 février 1995 sont considérés comme des projets de plans de prévention des risques naturels, sans qu'il soit besoin de procéder aux consultations ou enquêtes publiques déjà organisées en application des procédures antérieures propres à ces documents.

Article L562-7

Un décret en Conseil d'Etat précise les conditions d'application des articles L. 562-1 à L. 562-6. Il définit notamment les éléments constitutifs et la procédure d'élaboration et de révision des plans de prévention des risques naturels prévisibles, ainsi que les conditions dans lesquelles sont prises les mesures prévues aux 3° et 4° du II de l'article L. 562-1.

Article L562-8

Dans les parties submersibles des vallées et dans les autres zones inondables, les plans de prévention des risques naturels prévisibles définissent, en tant que de besoin, les interdictions et les prescriptions techniques à respecter afin d'assurer le libre écoulement des eaux et la conservation, la restauration ou l'extension des champs d'inondation.

Article L562-9 _

Afin de définir les mesures de prévention à mettre en oeuvre dans les zones sensibles aux incendies de forêt, le préfet élabore, en concertation avec les conseils régionaux et conseils généraux intéressés, un plan de prévention des risques naturels prévisibles.

[Code de l'environnement](#)

[Partie réglementaire](#)

[Livre V : Prévention des pollutions, des risques et des nuisances](#)

[Titre VI : Prévention des risques naturels](#)

[Chapitre II : Plans de prévention des risques naturels prévisibles](#)

Section 1 : Elaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles

Article R562-1 _

L'établissement des plans de prévention des risques naturels prévisibles mentionnés aux [articles L. 562-1 à L. 562-7](#) est prescrit par arrêté du préfet.

Lorsque le périmètre mis à l'étude s'étend sur plusieurs départements, l'arrêté est pris conjointement par les préfets de ces départements et précise celui des préfets qui est chargé de conduire la procédure.

Article R562-2 _

Modifié par [Décret n°2011-765 du 28 juin 2011 - art. 1](#)

L'arrêté prescrivant l'établissement d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles détermine le périmètre mis à l'étude et la nature des risques pris en compte. Il désigne le service déconcentré de l'Etat qui sera chargé d'instruire le projet.

Cet arrêté définit également les modalités de la concertation et de l'association des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale concernés, relatives à l'élaboration du projet.

Il est notifié aux maires des communes ainsi qu'aux présidents des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme dont le territoire est inclus, en tout ou partie, dans le périmètre du projet de plan.

Il est, en outre, affiché pendant un mois dans les mairies de ces communes et aux sièges de ces établissements publics et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département. Mention de cet affichage est insérée dans un journal diffusé dans le département.

Le plan de prévention des risques naturels prévisibles est approuvé dans les trois ans qui suivent l'intervention de l'arrêté prescrivant son élaboration. Ce délai est prorogeable une fois, dans la limite de dix-huit mois, par arrêté motivé du préfet si les circonstances l'exigent, notamment pour prendre en compte la complexité du plan ou l'ampleur et la durée des consultations.

NOTA:

Conformément à l'article 2 du décret n° 2011-765 du 28 juin 2011, ces dispositions sont applicables aux plans de prévention des risques naturels prévisibles dont l'établissement est prescrit par un arrêté pris postérieurement au dernier jour du premier mois suivant la publication du présent décret.

Article R562-3 _

Le dossier de projet de plan comprend :

1° Une note de présentation indiquant le secteur géographique concerné, la nature des phénomènes naturels pris en compte et leurs conséquences possibles, compte tenu de l'état des connaissances ;

2° Un ou plusieurs documents graphiques délimitant les zones mentionnées aux 1° et 2° du II de [l'article L. 562-1](#) ;

3° Un règlement précisant, en tant que de besoin :

a) Les mesures d'interdiction et les prescriptions applicables dans chacune de ces zones en vertu des 1° et 2° du II de l'article L. 562-1 ;

b) Les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde mentionnées au 3° du II de l'article L. 562-1 et les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existant à la date de l'approbation du plan, mentionnées au 4° de ce même II. Le règlement mentionne, le cas échéant, celles de ces mesures dont la mise en oeuvre est obligatoire et le délai fixé pour celle-ci.

Article R562-4

I.-En application du 3° du II de [l'article L. 562-1](#), le plan peut notamment :

1° Définir des règles relatives aux réseaux et infrastructures publics desservant son secteur d'application et visant à faciliter les éventuelles mesures d'évacuation ou l'intervention des secours ;

2° Prescrire aux particuliers ou à leurs groupements la réalisation de travaux contribuant à la prévention des risques et leur confier la gestion de dispositifs de prévention des risques ou d'intervention en cas de survenance des phénomènes considérés ;

3° Subordonner la réalisation de constructions ou d'aménagements nouveaux à la constitution d'associations syndicales chargées de certains travaux nécessaires à la prévention des risques, notamment l'entretien des espaces et, le cas échéant, la réalisation ou l'acquisition, la gestion et le maintien en condition d'ouvrages ou de matériels.

II.-Le plan indique si la réalisation de ces mesures est rendue obligatoire et, si elle l'est, dans quel délai.

Article R562-5

I.-En application du 4° du II de [l'article L. 562-1](#), pour les constructions, les ouvrages ou les espaces mis en culture ou plantés, existant à sa date d'approbation, le plan peut définir des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde. Toutefois, le plan ne peut pas interdire les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments implantés antérieurement à l'approbation du plan ou, le cas échéant, à la publication de l'arrêté mentionné à [l'article R. 562-6](#), notamment les aménagements internes, les traitements de façade et la réfection des toitures, sauf s'ils augmentent les risques ou en créent de nouveaux, ou conduisent à une augmentation de la population exposée.

II.-Les mesures prévues au I peuvent être rendues obligatoires dans un délai de cinq ans pouvant être réduit en cas d'urgence.

III.-En outre, les travaux de prévention imposés à des biens construits ou aménagés conformément aux dispositions du code de l'urbanisme avant l'approbation du plan et mis à la charge des propriétaires, exploitants ou utilisateurs ne peuvent porter que sur des aménagements limités dont le coût est inférieur à 10 % de la valeur vénale ou estimée du bien à la date d'approbation du plan.

Article R562-6

I.-Lorsque, en application de [l'article L. 562-2](#), le préfet a l'intention de rendre immédiatement opposables certaines des prescriptions d'un projet de plan relatives aux constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations nouveaux, il en informe le maire de la ou des communes sur le territoire desquelles ces prescriptions seront applicables. Ces maires disposent d'un délai d'un mois pour faire part de leurs observations.

II.-A l'issue de ce délai, ou plus tôt s'il dispose de l'avis des maires, le préfet rend opposables ces prescriptions, éventuellement modifiées, par un arrêté qui fait l'objet d'une mention au Recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département et dont une copie est affichée dans chaque mairie concernée pendant au moins un mois.

Les documents relatifs aux prescriptions rendues ainsi opposables dans une commune sont tenus à la disposition du public en préfecture et en mairie. Mention de cette mesure de publicité est faite avec l'insertion au Recueil des actes administratifs et avec l'affichage prévus à l'alinéa précédent.

III.-L'arrêté mentionné au II rappelle les conditions dans lesquelles les prescriptions cesseraient d'être opposables conformément aux dispositions de l'article L. 562-2.

Article R562-7

Modifié par [Décret n°2010-326 du 22 mars 2010 - art. 3](#)

Le projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles est soumis à l'avis des conseils municipaux des communes et des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme dont le territoire est couvert, en tout ou partie, par le plan.

Si le projet de plan contient des mesures de prévention des incendies de forêt ou de leurs effets ou des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde relevant de la compétence des départements et des régions, ces dispositions sont soumises à l'avis des organes délibérants de ces collectivités territoriales. Les services départementaux d'incendie et de secours intéressés sont consultés sur les mesures de prévention des incendies de forêt ou de leurs effets.

Si le projet de plan concerne des terrains agricoles ou forestiers, les dispositions relatives à ces terrains sont soumises à l'avis de la chambre d'agriculture et du centre national de la propriété forestière.

Tout avis demandé en application des trois alinéas ci-dessus qui n'est pas rendu dans un délai de deux mois à compter de la réception de la demande est réputé favorable.

Article R562-8

Le projet de plan est soumis par le préfet à une enquête publique dans les formes prévues par les [articles R. 123-6 à R. 123-23](#), sous réserve des dispositions des deux alinéas qui suivent.

Les avis recueillis en application des trois premiers alinéas de [l'article R. 562-7](#) sont consignés ou annexés aux registres d'enquête dans les conditions prévues par [l'article R. 123-17](#).

Les maires des communes sur le territoire desquelles le plan doit s'appliquer sont entendus par le commissaire enquêteur ou par la commission d'enquête une fois consigné ou annexé aux registres d'enquête l'avis des conseils municipaux.

Article R562-9

A l'issue des consultations prévues aux [articles R. 562-7](#) et [R. 562-8](#), le plan, éventuellement modifié, est approuvé par arrêté préfectoral. Cet arrêté fait l'objet d'une mention au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département ainsi que dans un journal diffusé dans le département. Une copie de l'arrêté est affichée pendant un mois au moins dans chaque mairie et au siège de chaque établissement public de coopération intercommunale compétent pour l'élaboration des documents d'urbanisme sur le territoire desquels le plan est applicable.

Le plan approuvé est tenu à la disposition du public dans ces mairies et aux sièges de ces établissements publics de coopération intercommunale ainsi qu'en préfecture. Cette mesure de publicité fait l'objet d'une mention avec les publications et l'affichage prévus à l'alinéa précédent.

Article R562-10

Modifié par [Décret n°2011-765 du 28 juin 2011 - art. 1](#)

Le plan de prévention des risques naturels prévisibles peut être révisé selon la procédure décrite aux articles [R. 562-1](#) à [R. 562-9](#).

Lorsque la révision ne porte que sur une partie du territoire couvert par le plan, seuls sont associés les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale concernés et les consultations, la concertation et l'enquête publique mentionnées aux articles [R. 562-2](#), [R. 562-7](#) et [R. 562-8](#) sont effectuées dans les seules communes sur le territoire desquelles la révision est prescrite.

Dans le cas visé à l'alinéa précédent, les documents soumis à consultation et à l'enquête publique comprennent :

- 1° Une note synthétique présentant l'objet de la révision envisagée ;
- 2° Un exemplaire du plan tel qu'il serait après révision avec l'indication, dans le document graphique et le règlement, des dispositions faisant l'objet d'une révision et le rappel, le cas échéant, de la disposition précédemment en vigueur.

Pour l'enquête publique, les documents comprennent en outre les avis requis en application de l'article [R. 562-7](#).

Article R562-10-1

Créé par [Décret n°2011-765 du 28 juin 2011 - art. 1](#)

Le plan de prévention des risques naturels prévisibles peut être modifié à condition que la modification envisagée ne porte pas atteinte à l'économie générale du plan. La procédure de modification peut notamment être utilisée pour :

- a) Rectifier une erreur matérielle ;
- b) Modifier un élément mineur du règlement ou de la note de présentation ;
- c) Modifier les documents graphiques délimitant les zones mentionnées aux 1° et 2° du II de l'article [L. 562-1](#), pour prendre en compte un changement dans les circonstances de fait.

Article R562-10-2

Créé par [Décret n°2011-765 du 28 juin 2011 - art. 1](#)

I. — La modification est prescrite par un arrêté préfectoral. Cet arrêté précise l'objet de la modification, définit les modalités de la concertation et de l'association des communes et des établissements publics de coopération intercommunale concernés, et indique le lieu et les heures où le public pourra consulter le dossier et formuler des observations. Cet arrêté est publié en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département et affiché dans chaque mairie et au siège de chaque établissement public de coopération intercommunale compétent pour l'élaboration des documents d'urbanisme sur le territoire desquels le plan est applicable. L'arrêté est publié huit jours au moins avant le début de la mise à disposition du public et affiché dans le même délai et pendant toute la durée de la mise à disposition.

II. — Seuls sont associés les communes et les établissements publics de coopération intercommunale concernés et la concertation et les consultations sont effectuées dans les seules communes sur le territoire desquelles la modification est prescrite. Le projet de modification et l'exposé de ses motifs sont mis à la disposition du public en mairie des communes concernées. Le public peut formuler ses observations dans un registre ouvert à cet effet.

III. — La modification est approuvée par un arrêté préfectoral qui fait l'objet d'une publicité et d'un affichage dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article [R. 562-9](#).

Code des assurances

Chapitre V : L'assurance des risques de catastrophes naturelles.

Article L125-1

Modifié par [LOI n°2007-1824 du 25 décembre 2007 - art. 95](#)

Les contrats d'assurance, souscrits par toute personne physique ou morale autre que l'Etat et garantissant les dommages d'incendie ou tous autres dommages à des biens situés en France, ainsi que les dommages aux corps de véhicules terrestres à moteur, ouvrent droit à la garantie de l'assuré contre les effets des catastrophes naturelles, dont ceux des affaissements de terrain dus à des cavités souterraines et à des marnières sur les biens faisant l'objet de tels contrats.

En outre, si l'assuré est couvert contre les pertes d'exploitation, cette garantie est étendue aux effets des catastrophes naturelles, dans les conditions prévues au contrat correspondant.

Sont considérés comme les effets des catastrophes naturelles, au sens du présent chapitre, les dommages matériels directs non assurables ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises.

L'état de catastrophe naturelle est constaté par arrêté interministériel qui détermine les zones et les périodes où s'est située la catastrophe ainsi que la nature des dommages résultant de celle-ci couverts par la garantie visée au premier alinéa du présent article. Cet arrêté précise, pour chaque commune ayant demandé la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle, la décision des ministres. Cette décision est ensuite notifiée à chaque commune concernée par le représentant de l'Etat dans le département, assortie d'une motivation. L'arrêté doit être publié au Journal officiel dans un délai de trois mois à compter du dépôt des demandes à la préfecture. De manière exceptionnelle, si la durée des enquêtes diligentées par le représentant de l'Etat dans le département est supérieure à deux mois, l'arrêté est publié au plus tard deux mois après la réception du dossier par le ministre chargé de la sécurité civile.

Aucune demande communale de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ne peut donner lieu à une décision favorable de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle par arrêté interministériel lorsqu'elle intervient dix-huit mois après le début de l'événement naturel qui y donne naissance. Ce délai s'applique aux événements naturels ayant débuté après le 1er janvier 2007. Pour les événements naturels survenus avant le 1er janvier 2007, les demandes communales de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle doivent être déposées à la préfecture dont dépend la commune avant le 30 juin 2008.

Les cavités souterraines considérées peuvent être naturelles ou d'origine humaine. Dans ce dernier cas, sont exclus de l'application du présent chapitre les dommages résultant de l'exploitation passée ou en cours d'une mine.

Article L125-2

Modifié par [Loi n°2004-811 du 13 août 2004 - art. 12 JORF 17 août 2004](#)

Les entreprises d'assurance doivent insérer dans les contrats mentionnés à l'article L. 125-1 une clause étendant leur garantie aux dommages visés au troisième alinéa dudit article.

La garantie ainsi instituée ne peut excepter aucun des biens mentionnés au contrat ni opérer d'autre abatement que ceux qui seront fixés dans les clauses types prévues à l'article L. 125-3.

Elle est couverte par une prime ou cotisation additionnelle, individualisée dans l'avis d'échéance du contrat visé à l'article L. 125-1 et calculée à partir d'un taux unique défini par arrêté pour chaque catégorie de contrat. Ce taux est appliqué au montant de la prime ou cotisation principale ou au montant des capitaux assurés, selon la catégorie de contrat.

Les indemnités résultant de cette garantie doivent être attribuées aux assurés dans un délai de trois mois à compter de la date de remise de l'état estimatif des biens endommagés ou des pertes subies, sans préjudice de dispositions contractuelles plus favorables, ou de la date de publication, lorsque celle-ci est postérieure, de la décision administrative constatant l'état de catastrophe naturelle. Les indemnités résultant de cette garantie ne peuvent faire l'objet d'aucune franchise non prévue explicitement par le contrat d'assurance. Les franchises éventuelles doivent également être mentionnées dans chaque document fourni par l'assureur et décrivant les conditions d'indemnisation. Ces conditions doivent être rappelées chaque année à l'assuré.

En tout état de cause, une provision sur les indemnités dues au titre de cette garantie doit être versée à l'assuré dans les deux mois qui suivent la date de remise de l'état estimatif des biens endommagés ou des pertes subies, ou la date de publication, lorsque celle-ci est postérieure, de la décision administrative constatant l'état de catastrophe naturelle.

Article L125-3

Créé par [Décret 85-863 1985-08-02 art. 1 JORF 15 août 1985](#)

Les contrats mentionnés à l'article L. 125-1 sont réputés, nonobstant toute disposition contraire, contenir une telle clause.

Des clauses types réputées écrites dans ces contrats sont déterminées par arrêté.

Article L125-4

Créé par [Loi n°92-665 du 16 juillet 1992 - art. 35 JORF 17 juillet 1992](#)

Nonobstant toute disposition contraire, la garantie visée par l'article L. 125-1 du présent code inclut le remboursement du coût des études géotechniques rendues préalablement nécessaires pour la remise en état des constructions affectées par les effets d'une catastrophe naturelle.

Article L125-5

Créé par [Décret 85-863 1985-08-02 art. 1 JORF 15 août 1985](#)

Sont exclus du champ d'application du présent chapitre les dommages causés aux récoltes non engrangées, aux cultures, aux sols et au cheptel vif hors bâtiment, dont l'indemnisation reste régie par les dispositions des articles L. 361-1 à L. 361-21 du code rural.

Sont exclus également du champ d'application du présent chapitre les dommages subis par les corps de véhicules aériens, maritimes, lacustres et fluviaux, ainsi que les marchandises transportées et les dommages mentionnés à l'article L. 242-1.

Les contrats d'assurance garantissant les dommages mentionnés aux alinéas précédents ne sont pas soumis au versement de la prime ou cotisation additionnelle.

Article L125-6

Modifié par [Loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 - art. 69 JORF 31 juillet 2003](#)

Modifié par [Loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 - art. 72 JORF 31 juillet 2003](#)

Modifié par [Loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 - art. 73 JORF 31 juillet 2003](#)

Dans les terrains classés inconstructibles par un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé dans les conditions fixées par les dispositions du chapitre II du titre VI du livre V du code de l'environnement, l'obligation prévue au premier alinéa de l'article L. 125-2 ne s'impose pas aux entreprises d'assurance à l'égard des biens et activités mentionnés à l'article L. 125-1, à l'exception, toutefois, des biens et des activités existant antérieurement à la publication de ce plan.

Cette obligation ne s'impose pas non plus aux entreprises d'assurance à l'égard des biens immobiliers construits et des activités exercées en violation des règles administratives en vigueur lors de leur mise en place et tendant à prévenir les dommages causés par une catastrophe naturelle.

Les entreprises d'assurance ne peuvent toutefois se soustraire à cette obligation que lors de la conclusion initiale ou du renouvellement du contrat.

A l'égard des biens et activités situés sur des terrains couverts par un plan de prévention des risques, les entreprises d'assurance peuvent exceptionnellement déroger aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 125-2 sur décision d'un bureau central de tarification, dont les conditions de constitution et les règles de fonctionnement sont fixées par décret en Conseil d'Etat, lorsque le propriétaire ou l'exploitant ne se sera pas conformé dans un délai de cinq ans aux mesures visées au 4° du II de l'article L. 562-1 du code de l'environnement.

Le bureau central de tarification fixe des abattements spéciaux dont les montants maxima sont déterminés par arrêté, par catégorie de contrat.

Lorsqu'un assuré s'est vu refuser par une entreprise d'assurance l'application des dispositions du présent chapitre, il peut saisir le bureau central de tarification, qui impose à l'entreprise d'assurance concernée de le garantir contre les effets des catastrophes naturelles. Lorsque le risque présente une importance ou des caractéristiques particulières, le bureau central de tarification peut demander à l'assuré de lui présenter, dans les mêmes conditions, un ou plusieurs autres assureurs afin de répartir le risque entre eux.

Toute entreprise d'assurance ayant maintenu son refus de garantir un assuré dans les conditions fixées par le bureau central de tarification est considérée comme ne fonctionnant plus conformément à la réglementation en vigueur et encourt le retrait de l'agrément administratif prévu aux articles L. 321-1 ou L. 321-7 à L. 321-9.

Est nulle toute clause des traités de réassurance tendant à exclure le risque de catastrophe naturelle de la garantie de réassurance en raison des conditions d'assurance fixées par le bureau central de tarification.

Le préfet ou le président de la caisse centrale de réassurance peuvent saisir le bureau central de tarification lorsque les conditions dans lesquelles un bien ou une activité bénéficie de la garantie prévue de l'article L. 125-1 leur paraissent injustifiées eu égard au comportement de l'assuré ou à l'absence de toute mesure de précaution de nature à réduire la vulnérabilité de ce bien ou de cette activité. Le bureau central de tarification fixe des abattements spéciaux dans les conditions prévues au cinquième alinéa.

➤ **Affiches de l'exposition publique**

LA POLITIQUE DE L'ÉTAT CONTRE LES INONDATIONS

PROTÉGER LES PERSONNES, RÉDUIRE LA VULNÉRABILITÉ

En France, le risque inondation concerne une commune sur trois à des degrés divers. Sur les 20 dernières années, l'inondation reste la cause majeure des dégâts causés par les catastrophes naturelles (plus de la moitié du coût des sinistres).

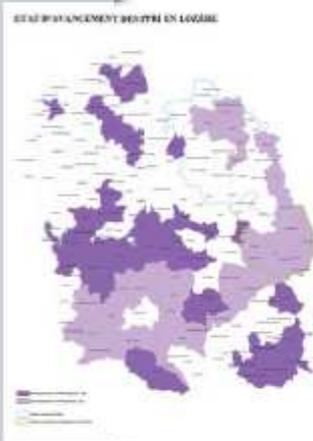
Près de 80% des communes de Lozère sont en partie inondables. Environ 14% de la population totale habite en zone inondable.

L'action des pouvoirs publics porte notamment sur l'amélioration de la **prévision** et de la **prévention** des inondations, à travers une meilleure information des populations exposées, et la diminution de la vulnérabilité des biens situés dans les zones inondables.

Cependant, si l'État et les communes ont des responsabilités dans ce domaine, chaque citoyen doit aussi contribuer à se protéger efficacement et diminuer sa propre vulnérabilité.

La stratégie nationale pour la prévention des inondations s'organise autour de 2 axes principaux

1. LA PRÉVENTION



L'identification des zones inondables nécessite la connaissance des phénomènes de débordement des rivières concernées. L'affichage du risque permet de responsabiliser l'ensemble des acteurs concernés : services de l'État, communes, particuliers.

Des atlas des zones inondables (AZ) ont été réalisés par l'État pour l'ensemble des cours d'eau de la Lozère. Ces documents informatifs, réalisés par hydrogéomorphologie (voir affiche n°2), dressent une première connaissance des zones à risque et une identification des zones de stockage à préserver (champs d'expansion des crues).

Le projet de plan de prévention du risque inondation (PPRI) a été élaboré depuis 2010 par l'État, pour les bassins versants de l'Allier, du Chassezac et de la Cèze en Lozère. Il permet la maîtrise de l'urbanisation, en passant par l'interdiction des constructions nouvelles dans les zones les plus exposées (zones rouges : voir affiche n°3).

La prévention et la protection des personnes et des biens passent également par :

- la restauration des cours d'eau
- la préservation des champs d'expansion des crues
- les outils de police de l'État (contrôles dans les zones inondables)
- la mobilisation du fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) pour le financement des études et des travaux de prévention des risques d'inondation
- l'interdiction des digues et remblais sans autorisation de l'État, l'obligation d'entretien des digues par leurs propriétaires
- la protection des lieux habités : aménagement de protections uniquement pour les zones déjà urbanisées, surveillance et entretien des digues existantes pour mettre en place un système de sécurisation de ces ouvrages



Langogne - Pont de la RN88 depuis parking centre commercial - crue de 2008

2. LA PRÉVISION

Pour aider les maires dans leur mission de prévention des inondations, l'État organise une prévision des crues sur l'Allier.

Dans les secteurs surveillés, les services de prévision des crues (SPC) ont pour mission de surveiller en permanence la pluie et les écoulements des rivières alimentant les cours d'eau.

L'amélioration de la prévision des crues passe par :

- la densification du réseau des radars permettant à Météo-France de mesurer les pluies
- la mise en œuvre de modèle de prévision des crues
- la fourniture aux maires d'une information de plus en plus compréhensible et fiable
- l'information du public par les SPC sur le niveau des cours d'eau, via le site Vigicrues (<http://www.vigicrues.gouv.fr>)



Langogne - Pont de la RN88 - hors période de crue

A f f i c h e n ° 1

DDT49 - janvier 2013

PLANS DE PRÉVENTION DES RISQUES INONDATION (PPRI) DES BASSINS DE L'ALLIER, DU CHASSEZAC ET DE LA CÈZE

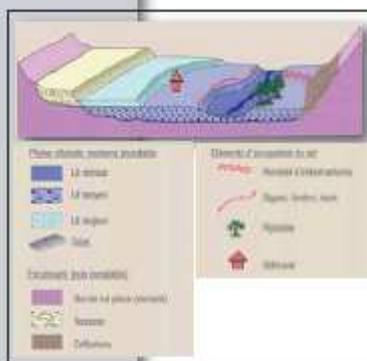
ÉTAPES CARTOGRAPHIQUES



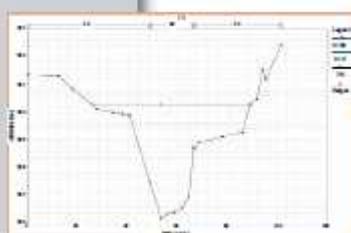
Langogne - parking du centre commercial - crue de 1990



Langogne - parking du centre commercial - hors période de crue



encadré n°1



Un événement potentiellement dangereux ALEA n'est un **RISQUE MAJEUR** que s'il s'applique à une zone où des **ENJEUX** sont en présence. - encadré n°2

Le Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) a pour objectif, conformément à l'article L.562-1 du code de l'environnement, de :

- « délimiter les zones exposées aux risques, en tenant compte de la nature et de l'intensité du risque encouru »
- « définir les règles d'urbanisme associées à ces zones (conditions de construction ou interdictions) »

La nature du risque est ici la crue semi-rapide ou torrentielle (têtes de bassin).

L'intensité du risque est qualifiée par les termes « aléa fort » ou « aléa modéré » (voir encadré n°2) en fonction de la hauteur d'eau et de la vitesse d'écoulement (tableau 1 de l'affiche 2 bis).

MÉTHODOLOGIE ET DÉROULEMENT DE L'ÉTUDE

► 1ÈRE ÉTAPE : LA CARTE HYDROGÉOMORPHOLOGIQUE (ZONES AVEC PEU OU PAS D'ENJEUX)

L'hydrogéomorphologie (HGM) étudie le fonctionnement naturel des cours d'eau, en analysant la structure des vallées, et en particulier les formes fluviales mises en place au fur et à mesure des crues successives (marques des phénomènes qui ont laissé leur empreinte sur le terrain).

Le géomorphologue observe les reliefs des fonds de vallée à partir de photographies aériennes, puis sur le terrain. De ces observations, il déduit le fonctionnement des cours d'eau et les limites de leurs zones inondables.

L'HGM est plus rapide et moins coûteuse à mettre en œuvre que la modélisation hydraulique (voir ci-dessous).

Elle permet ainsi de couvrir de grands linéaires d'une manière homogène, mais sans quantifier les phénomènes (hauteurs d'eau et vitesses).

C'est pourquoi elle est utilisée dans les zones sans enjeu ou avec peu d'enjeux.

► 2ÈME ÉTAPE : MODÉLISATION HYDRAULIQUE (ZONES À ENJEUX)

En milieu urbain, où les enjeux sont plus nombreux, l'aléa est déterminé par modélisation hydraulique. Cette méthode permet de définir les hauteurs d'eau et les vitesses d'écoulement dans le lit mineur et dans les champs d'inondation.

Principes de la modélisation

Pour une crue donnée, un logiciel fournit pour chaque profil en travers (ou ouvrage), la cote de l'eau, la répartition des vitesses et des hauteurs d'eau sur le profil.

Les données d'entrée nécessaires à la modélisation sont, entre autres :

- . la topographie de la zone d'étude : levés des profils en travers des écoulements et levés des ouvrages présents sur les tronçons étudiés
- . la rugosité dans le lit mineur, dans les champs majeurs, et au niveau des ouvrages (estimés à partir des visites de terrain et par comparaison avec des abaques)
- . les débits d'entrée

Le débit retenu pour chaque tronçon est celui de la crue de référence.

★ La crue de référence est :

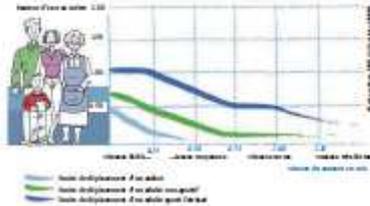
- . soit la crue historique (plus hautes eaux connues)
- . soit la crue centennale (crue de période de retour 100 ans), si elle est plus forte que la crue historique, ou en l'absence de données sur la crue historique

L'estimation des débits d'entrée et des secteurs à modéliser est développée dans le rapport hydrologique et les rapports de modélisation propres à chaque commune.

PLANS DE PRÉVENTION DES RISQUES INONDATION (PPRI) DES BASSINS DE L'ALLIER, DU CHASSEZAC ET DE LA CÈZE

ÉTAPES CARTOGRAPHIQUES

L'aléa est considéré comme fort ou modéré en fonction de la hauteur et de la vitesse de l'eau. Les limites de vitesse et de hauteur ci-dessous ont été fixées pour tenir compte des difficultés de déplacement des personnes dans l'eau en cas de crue :



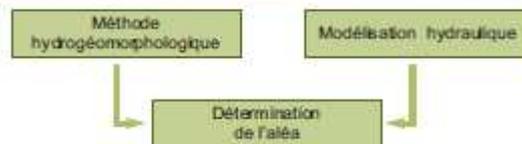
	Vitesse < 0,5 m/s	Vitesse > 0,5 m/s
Hauteur < 50 cm	Modéré	Fort
Hauteur > 50 cm	Fort	Fort

Tableau 1

► 3ÈME ÉTAPE : RÉALISATION DE LA CARTE D'ALÉA

L'aléa, sur l'ensemble de la zone étudiée, représente :

- en milieu « urbain », avec beaucoup d'enjeux : l'aléa déterminé par modélisation hydraulique
- en milieu « naturel », avec peu ou pas d'enjeux : l'aléa déterminé par méthode hydrogéomorphologique.



► 4ÈME ÉTAPE : CARTE DE ZONAGE RÉGLEMENTAIRE ET RÈGLEMENT

Les zones réglementaires sont rouges, bleues ou bleues hachurées.

La carte de zonage est réalisée par croisement de l'aléa et des enjeux :

- les zones d'aléa fort sont des zones rouges inconstructibles dans le zonage réglementaire
- les zones sans enjeux sont en rouge dans le zonage réglementaire (préservation des champs d'expansion des crues)
- les zones d'aléa modéré avec enjeux, ou qui sont concernées par un projet de développement de la commune, sont en bleu dans le zonage.

Le zonage est dessiné sur le cadastre (cadastre du Conseil Général de Lozère), puisque l'objectif du PPRI est de réglementer l'urbanisation des zones à risque d'inondation.

ZONE ROUGE : zone de risque d'inondation fort ou zone de protection du champ d'expansion des crues

Il s'agit de zones inconstructibles, sauf rares exceptions avec prescriptions.

ZONE BLEUE : zone de risque d'inondation modéré déterminé par modélisation hydraulique

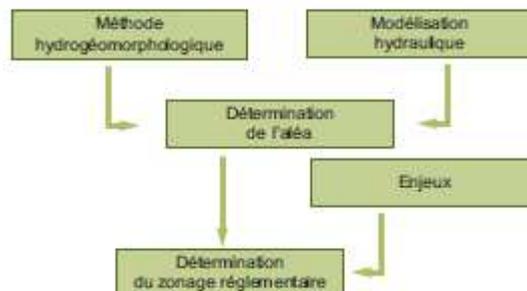
Ce sont des zones où l'aléa est moins fort, mais qu'il faut protéger en raison du rôle important qu'elles jouent sur l'écoulement des eaux en cas de crue, et de l'impact que peuvent avoir leur aménagement ou leur urbanisation.

La construction sur ces zones sera soumise à plusieurs contraintes listées dans le règlement du PPRI.

Parmi ces contraintes, le bâtiment devra se trouver hors d'eau. La cote du plancher sera alors fixée à au moins 20 cm au-dessus de la cote de la crue de référence*. La cote de la crue de référence figure sur la carte de zonage à côté de chaque profil en travers (si les profils sont nombreux, les cotes figurent dans un tableau).

ZONE BLEUE HACHURÉE : zone de risque d'inondation modéré déterminé par hydrogéomorphologie

Ce sont des zones où l'aléa est moins fort. Leur règlement sera proche de celui applicable aux zones bleues.



PLANS DE PRÉVENTION DES RISQUES INONDATION (PPRI) DES BASSINS DE L'ALLIER, DU CHASSEZAC ET DE LA CÈZE

ÉTAPES CARTOGRAPHIQUES

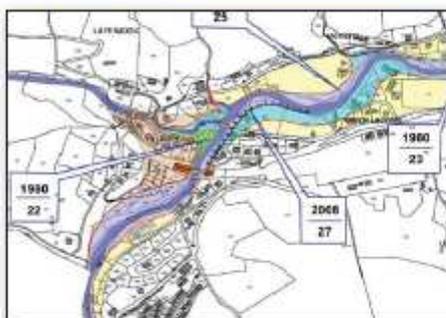
Exemple : cas de VILLEFORT

Préalable : Recensement des enjeux



Cette carte permet de recenser les enjeux présents dans les zones inondables (zone naturelle, zone urbanisée, zone d'activité, camping, etc.).

Etude hydrogéomorphologique



1ère étape



Les premières étapes consistent à étudier le relief formé par les cours d'eau dans les vallées (marques laissées par des crues, identification des différents lits du cours d'eau, etc.) : c'est l'analyse hydrogéomorphologique (HGM).

Dans la traversée des zones urbanisées, il est impossible de se baser sur des éléments géographiques pour connaître les zones inondables en raison des aménagements urbains qui modifient le paysage. On réalise donc un modèle hydraulique qui permet de définir les quartiers inondables, ainsi que les hauteurs d'eau et les vitesses d'écoulement pendant la crue.

Carte d'aléa

(superposition de la modélisation hydraulique sur l'hydrogéomorphologie pour les zones à enjeux)



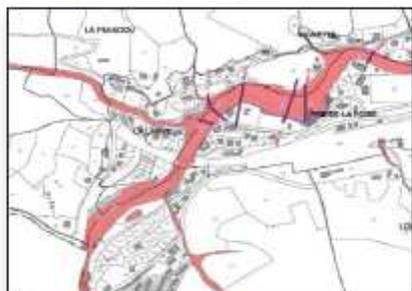
2ème et 3ème étape



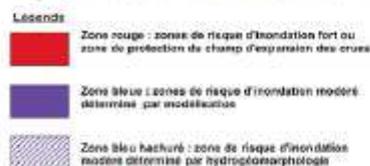
La carte d'aléas est un assemblage de la carte HGM et de la carte de modélisation : dans les zones urbanisées, on reporte les zones inondables déterminées par modélisation, et dans les zones naturelles, on reporte les zones inondables issues de l'analyse du relief (HGM).

Plan de zonage réglementaire

Les zones d'aléa modéré sans enjeu sont classées en zones réglementaires rouges, afin de préserver les champs d'expansion des crues.



4ème étape



Du croisement des aléas et des enjeux est issu un zonage réglementaire qui définit un certain nombre de règles. Selon l'importance du risque sur une zone donnée, le règlement du PPRI impose la non constructibilité des terrains (zones rouges) ou bien la constructibilité sous conditions (zones bleues).

Affiche n° 3

DOT48 - janvier 2013

PLANS DE PRÉVENTION DES RISQUES INONDATION (PPRI) DES BASSINS DE L'ALLIER, DU CHASSEZAC ET DE LA CÈZE

LA PROCÉDURE D'ÉLABORATION

PRESCRIPTION DU PPRI PAR LE PRÉFET

REALISATION DES ETUDES (pilotées par la DDT)

- Recueil des données existantes
 - Recensement et analyse des études existantes
 - Recueil de données topographiques et photographiques existantes
 - Recueil et analyse des données (données pluviométriques etc. pour un PPR inondation)
 - Reunion de présentation aux communes
 - Questionnaire aux communes sur les éléments et événements historiques
- Relevés de terrain
 - topographie
 - profils en travers...
- Analyse Hydrogéomorphologique (HGM)
- Modélisation hydraulique
- Réalisation des cartes d'aléa
 - Concertation avec les communes
- Réalisation des plans de zonage et règlement
 - Concertation avec les communes
 - Consultation auprès des organismes et des personnes publiques concernées par le projet.

EXPOSITION PUBLIQUE (non obligatoire)

ENQUÊTE PUBLIQUE

- Le Tribunal Administratif nomme un ou plusieurs commissaires enquêteurs
- Le préfet prend un arrêté de mise à l'enquête, qui en fixe les conditions
- Le commissaire enquêteur :
 - . tient des permanences en mairie
 - . a un entretien particulier avec chaque maire
 - . tient à disposition du public un registre d'enquête
- Les conseils municipaux délibèrent.
- Le commissaire enquêteur rend son rapport au préfet
- La DDT (pour le compte du préfet) analyse le rapport et répond aux remarques et réserves éventuelles
- Le PPRI est modifié si nécessaire

APPROBATION DU PPRI PAR LE PRÉFET

- Le document approuvé est constitué :
 - . d'un **rapport de présentation** donnant les données principales du PPRI et le contexte de la zone d'études ;
 - . de la **cartographie de zonage**, qui indique pour chaque secteur à quelle réglementation il est soumis (zone blanche, rouge, bleue ou bleue hachurée) ;
 - . du **règlement** qui donne les règles s'appliquant à chaque zone citée ci-dessus
- Dès son approbation, le PPRI devient une servitude d'utilité publique et opposable aux tiers

ANNEXION DU PPRI AU POS/PLU

- Le PPRI doit être annexé au document d'urbanisme (POS ou PLU) si la commune en possède un.
- Le PPRI étant une servitude d'utilité publique, ses dispositions prévalent sur celles du PLU/POS.